

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

EXTRAIT

des

INFORMATIONS STATISTIQUES
OCTOBRE 1958

Premiers résultats
de l'enquête sur les budgets familiaux
des travailleurs de la C.E.C.A.
1956 / 1957

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ

EXTRAIT
des
INFORMATIONS STATISTIQUES
OCTOBRE 1958

Premiers résultats
de l'enquête sur les budgets familiaux
des travailleurs de la C.E.C.A.
1956 / 1957

S O M M A I R E

=====

	<u>pages</u>
<u>INTRODUCTION</u>	281 - 284
I Méthodes	285 - 293
II Premiers résultats	294 - 297
III Les dépenses des familles	298 - 309
IV La consommation des familles	310 - 316
V Quantités d'un certain nombre d'articles d'alimentation importants consommés par les familles	317 - 321
VI Conclusion	322 - 323

ANNEXE :

Structure des ressources (par pays 1956/57)

<u>Tableau 1</u> : mineurs de houille	325
<u>Tableau 2</u> : mineurs de fer	326
<u>Tableau 3</u> : ouvriers sidérurgistes	327

Répartition des dépenses (par pays 1956/57)

<u>Tableau 4</u> : mineurs de houille	328
<u>Tableau 5</u> : mineurs de fer	329
<u>Tableau 6</u> : ouvriers sidérurgistes	330

Répartition des consommations (par pays 1956/57)

<u>Tableau 7</u> : mineurs de houille	331
<u>Tableau 8</u> : mineurs de fer	332
<u>Tableau 9</u> : ouvriers sidérurgistes	333

Quantités consommées annuellement par famille de quelques produits alimentaires importants (par pays 1956/57)

<u>Tableau 10</u> : mineurs de houille	334
<u>Tableau 11</u> : mineurs de fer	335
<u>Tableau 12</u> : ouvriers sidérurgistes	336

INTRODUCTION

La présente publication donne les premiers résultats de l'enquête sur les budgets familiaux effectuée pendant la période de mai 1956 à mai 1957 parmi un certain nombre de familles ouvrières de la sidérurgie, des mines de fer et de charbon de la Communauté par la Division des Statistiques de la Haute Autorité, en collaboration avec les Instituts nationaux de statistique des six pays de la C.E.C.A.

Cette enquête a déjà fait l'objet de deux articles, publiés dans les "Informations Statistiques" (3ème année No. 3, mai/juin 1956 et 3ème année No. 6 novembre/décembre 1956). Dans ces articles on trouve notamment des renseignements sur la préparation et l'importance de l'enquête, sur le recrutement des familles et sur l'organisation pratique des travaux ainsi que sur le déroulement des opérations.

L'enquête, dont le succès s'est affirmé avant même qu'elle ne fut terminée, a fourni un nombre considérable d'informations. Celles-ci permettent d'approfondir l'étude du mode et du niveau de vie des travailleurs des mines et de la sidérurgie de la Communauté.

Dans cet ordre d'idées, il est sans doute utile d'exposer brièvement les objectifs et la signification des enquêtes sur les budgets familiaux. La notion d'enquête sur les budgets familiaux peut se définir comme suit: enquête statistique sur le mode et le niveau de vie d'un certain nombre de familles, pour autant que ces deux aspects se laissent saisir par l'analyse de la structure du revenu familial et de la manière dont ce revenu est utilisé.

La définition précitée de la notion d'enquête sur les budgets familiaux implique que les résultats d'une telle étude ne peuvent nous fournir que des renseignements partiels sur le mode de vie des familles interrogées.

L'histoire des enquêtes sur les budgets familiaux nous apprend que leur objet et les objectifs que l'on s'est efforcé d'atteindre à l'aide de leurs résultats se sont élargis au cours du temps.

Les plus anciennes enquêtes sur les budgets familiaux visaient généralement en premier lieu à obtenir quelque lumière sur le niveau et le mode de vie des personnes dont le revenu était considéré comme le plus bas.

De telles recherches étaient généralement effectuées par des enquêteurs individuels et par des organismes sociaux et scientifiques de caractère privé. Elles étaient spécifiquement des "enquêtes sur la misère".

Par suite de la première guerre mondiale et de la crise économique des années 30 qui, dans les pays européens, avaient placé d'importants groupes démographiques dans une situation sociale et économique très difficile, les résultats des enquêtes sur les budgets familiaux ont peu à peu éveillé l'intérêt des pouvoirs publics, des milieux économiques et professionnels.

Enfin, les progrès importants accomplis dans les vingt dernières années par les sciences économiques et sociales ont permis de comprendre que la statistique pouvait constituer un auxiliaire important dans le cadre de la recherche scientifique et qu'elle était susceptible d'être un point de départ et d'appui pour l'étude d'importants problèmes relevant de la politique économique et sociale.

Par suite de la liaison et de l'interdépendance toujours croissantes de presque tous les aspects de la vie sociale, on s'est rendu compte, sur le plan national et international, qu'il était nécessaire de se faire une idée sommaire des problèmes en cause pour essayer, avant tout, de les chiffrer.

En ce qui concerne les enquêtes sur les budgets familiaux, on peut affirmer notamment que, dans l'après-guerre, l'actualité des problèmes relatifs aux salaires, aux prix et aux frais d'entretien, a provoqué dans presque tous les pays d'Europe la nécessité de disposer de chiffres concrets et récents permettant de tirer des conclusions quant au niveau de vie de la population. Les enquêtes sur les budgets familiaux et, plus particulièrement, les méthodes à adopter ont retenu l'attention, non seulement des pays eux-mêmes, mais aussi des grandes organisations internationales (voir, à ce sujet, entre autres publications : International Labour Office - *Methods of Family Living Studies*, Genève 1949, et United Nations - *Report on International Definition and Measurement of Standards and Levels of Living*, New York 1954).

En règle générale, on peut dire que l'importance et le plan de toute enquête ainsi que la méthode à adopter sont déterminés par les objectifs que l'on désire réaliser grâce aux renseignements obtenus.

Une enquête sur les budgets familiaux peut viser à fournir des renseignements en vue de :

- a) déterminer les indices de prix de la consommation familiale (politique des prix et salaires);
- b) donner des informations sur l'affectation rationnelle du revenu;
- c) étudier les problèmes alimentaires et donner des informations à ce sujet;
- d) procéder à des analyses du marché;
- e) procéder à des recherches dans le domaine de l'économétrie de la consommation.

A noter que presque toutes les enquêtes sur les budgets familiaux effectuées après la deuxième guerre mondiale dans les différents pays européens, avaient pour objectif la révision des coefficients budgétaires qui servent de base au calcul des indices de prix de la consommation familiale. Le fait que tel est le premier objectif restreint évidemment le champ des possibilités en ce qui concerne l'analyse et l'étude des points figurants ci-dessus sous b) à e) inclus.

L'étude des renseignements fournis par les enquêtes sur les budgets familiaux effectuées dans les divers pays a fait apparaître, en outre, que ces données étaient à peu près inutilisables pour une étude comparative à l'échelle internationale.

Les différences appréciables et souvent essentielles entre les notions et définitions utilisées, ainsi que le manque d'homogénéité en ce qui concerne les groupes démographiques soumis à l'enquête ont rendu presque impossible, au niveau international et à l'aide des informations déjà connues, toute étude comparative valable du point de vue de la statistique.

Ces facteurs ont amené la Haute Autorité, en accord avec la Commission des "Salaires Réels", à entreprendre elle-même une enquête basée sur des principes communs aux six pays de la Communauté.

Quels sont donc les objectifs de l'enquête sur les budgets familiaux effectuée par la Division des Statistiques de la Haute Autorité?

La présente enquête a pour but principal, l'étude des niveaux de vie des travailleurs de la Communauté en fournissant des informations sur la structure et le niveau des dépenses, des consommations et des ressources.

En outre, l'enquête constitue une phase essentielle d'une série de recherches consacrées à la comparaison internationale des salaires dans les industries de la C.E.C.A. (enquêtes sur les revenus nominaux, calcul des taux d'équivalence de pouvoir d'achat à la consommation, revenus réels).

Les enquêtes de la Haute Autorité sur les revenus réels sont suffisamment connues pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici. Il importe cependant, de rappeler que l'enquête sur les budgets familiaux a eu pour origine la nécessité de posséder une base de pondération sûre, permettant un calcul valable des taux d'équivalence de pouvoir d'achat à la consommation; ces taux étant utilisés pour convertir en une monnaie commune, les revenus nominaux exprimés pour chaque pays dans la monnaie nationale.

On comprendra qu'il n'a pas été possible, en si peu de temps, de fournir autre chose que des données globales sur cette vaste enquête (à titre d'exemple, disons qu'il a fallu établir

environ un million de cartes perforées pour consigner les renseignements obtenus) à laquelle ont participé 2.000 familles environ et dont les résultats définitifs n'ont pu être communiqués qu'en 1958 à la Division des Statistiques par les Instituts Nationaux de Statistiques.

On se propose toutefois, d'analyser en détail les résultats obtenus dans une publication ultérieure.

I - METHODES

Toute enquête statistique cherchant à rendre possible une étude comparative à l'échelle internationale doit répondre à certaines conditions. Il en est deux qui sont essentielles :

1. les données doivent être rassemblées et exploitées de manière uniforme;
2. les données à rassembler doivent se rapporter à des valeurs comparables.

La Sous-Commission "Budgets familiaux", composée de représentants des Gouvernements, des Employeurs et des Travailleurs, avait chargé un petit groupe de travail, constitué de fonctionnaires des Instituts Nationaux de Statistique de toutes les questions méthodologiques.

Ces experts que la Haute Autorité tient à remercier tout spécialement, ont réussi à se mettre d'accord sur un certain nombre de directives communes à tous les pays, à suivre au cours de l'enquête.

Ces experts avaient, au préalable, étudié et fixé en détail les aspects généraux et méthodologiques de l'enquête.

Ainsi se trouvait réduit au minimum le risque de voir les différences de méthode conduire à des écarts dans le tableau des dépenses des familles soumises à l'enquête dans les divers pays. En outre, pour la première fois dans l'histoire des enquêtes sur les budgets familiaux, on a obtenu, dans les six pays de la Communauté, des données sur trois importants groupes démographiques entièrement comparables sous tous les rapports.

On avait le choix entre deux méthodes : celle dite des carnets de ménage et celle de l'interview. On trouvera ci-dessous quelques précisions sur les principaux avantages et inconvénients de ces deux méthodes.

Avantages et inconvénients des deux méthodes

Généralement on a, jusqu'à présent, dans la plupart des pays d'Europe, sauf quelques exceptions (Angleterre, France et Suède, par exemple) adopté la méthode des carnets de ménage pour procéder à une enquête sur les budgets familiaux.

En application de cette méthode, les familles participant à l'enquête notent chaque jour, d'une façon aussi détaillée que

possible, toutes leurs rentrées et dépenses dans des carnets de ménage établis généralement pour couvrir une semaine ou un mois. A l'aide des chiffres indiqués dans les carnets de ménage, on dresse ensuite les relevés annuels des revenus et des dépenses des familles.

La méthode des carnets de ménage présente un grand avantage; elle permet d'avoir un aperçu général, correspondant pratiquement en tous points à la réalité, de toutes les ressources et dépenses.

De plus, les erreurs et omissions éventuelles attribuables aux familles peuvent être redressées au cours de l'enquête.

Tels sont les avantages. Mais il y a aussi des inconvénients. La méthode des carnets de ménage impose un gros travail aux familles participant à l'enquête. De plus, en appliquant cette méthode, on doit se baser plus ou moins entièrement sur les familles participant volontairement. Cela signifie que seules se feront inscrire pour participer à une enquête sur les budgets familiaux, les familles ayant quelque expérience administrative ou ayant déjà l'habitude de tenir la comptabilité de leur revenus et dépenses. On peut admettre, au surplus, que l'on ne trouvera aucun participant parmi les familles qui ont le sentiment de ne pas pouvoir justifier très valablement la manière dont elles dépensent leurs revenus.

Tout cela risque de faire apparaître des différences entre la structure des dépenses des familles participant à une enquête de ce genre et celle du groupe dont elles font partie. On ne dispose guère de données sur le résultat quantitatif de ces écarts. On sait toutefois, par exemple, que la moyenne des dépenses consacrées à l'achat de spiritueux et de tabac par les ménages ayant participé à une enquête sur les budgets familiaux est généralement moins élevée qu'on serait tenté de le croire sur la base des chiffres nationaux de la consommation provenant d'autres statistiques.

De plus, les familles participantes, lorsqu'elles ont pris conscience de la manière dont elles dépensent leur revenu, peuvent apporter, au cours de l'enquête, des modifications à leurs habitudes de consommation.

Dans le cadre de la méthode de l'interview, les familles requises pour les besoins de l'enquête sur les budgets familiaux reçoivent la visite d'un enquêteur qui, à l'aide de questionnaires, recueille des renseignements sur leurs revenus et dépenses. Le grand avantage de cette méthode est d'imposer aux familles participantes une charge beaucoup moins lourde.

En outre, avec la méthode de l'interview, l'on dépend moins de la coopération volontaire des familles qu'avec la méthode des carnets de ménage.

On peut, en effet, escompter que la visite directe d'un enquêteur permettra d'obtenir la collaboration d'un certain nombre

de familles qui ne se seraient jamais soumises de leur propre initiative à une enquête sur leur budget.

Pour cette seule raison déjà, l'on trouvera un plus grand nombre de familles disposées à prêter leur concours à l'enquête.

Le caractère représentatif des familles interrogées peut être sensiblement plus prononcé lorsqu'on adopte la méthode de l'interview.

Les expériences recueillies avec cette méthode, telle qu'elle est appliquée notamment en Amérique et en Suède, ont fait apparaître cependant que les indications obtenues sont beaucoup moins précises et détaillées que lorsqu'on applique la méthode des carnets de ménage.

Cela s'explique si l'on considère que la méthode de l'interview oblige l'enquêteur à faire appel à la mémoire de la famille. Le contrôle des renseignements fournis est également plus difficile.

Enfin, il est apparu que, même avec la méthode de l'interview, les familles qui estiment qu'elles dépensent leur revenu d'une façon moins "justifiable" ne peuvent être atteintes qu'en partie ou ont facilement tendance à cesser leur collaboration au cours de l'enquête.

Méthode appliquée pour la présente enquête

La Sous-Commission a décidé d'employer la méthode des carnets de ménage, sur une base annuelle.

En faisant appel dans certains pays à des enquêteurs, en adoptant des procédures spéciales de recrutement et en choisissant autant que possible au hasard les familles appelées à coopérer à l'enquête, les pays participants se sont efforcés d'éliminer dans la mesure du possible les inconvénients, inhérents à la méthode des carnets de ménage (on trouvera plus de détails sur la méthode de recrutement appliquée par les différents pays dans les "Informations Statistiques" de novembre/décembre 1956 - page 6 et suivantes).

Etendue de l'enquête

Pour la détermination du nombre total des familles sur lesquelles devait porter l'enquête, la sous-commission a tenu compte, en premier lieu, du nombre de bassins dans lesquels l'enquête devait être effectuée.

Afin d'être en mesure d'avoir une idée suffisamment représentative du schéma de dépenses et de consommation des familles faisant l'objet de l'enquête, elle a considéré que, pour chaque catégorie, il fallait un minimum de 50 familles (mineurs du jour, mineurs du fond et ouvriers sidérurgistes).

Dans les enquêtes sur les budgets, il est courant qu'un certain nombre de familles cessent leur coopération au cours de l'enquête.

L'expérience nous apprend que le pourcentage des défections est très variable, suivant la mode de recrutement, la catégorie sociale des enquêtes, la durée de l'enquête, les méthodes de rémunération etc...

Dans la présente enquête on a tenu compte des "abandons" et, pour chaque pays, l'enquête a porté au départ sur un nombre supplémentaire de familles constituant une réserve de 25 % environ.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de familles auxquelles se rapportent les renseignements fournis dans ce rapport.

Tableau 1 - Nombre de familles ayant participé à toute la durée de l'enquête

	Total	Mines de Houille	Mines de Fer	Sidérurgie
Allemagne (sans la Sarre)	452	238	100	114
Sarre	161	101	-	60
Belgique	288	225	-	63
France	440	220	110	110
Italie	302	50	50	202
Luxembourg	173	-	61	112
Pays-Bas	170	114	-	56
	1.986	948	321	717

Les familles ont été choisies dans les industries et bassins suivants :

Mines de Houille

Ruhr
Aix-la-Chapelle
Campine
Bassin sud de la Belgique
Nord, Pas-de-Calais
Lorraine
Sulcis
Limbourg néerlandais

Mines de Fer

Salzgitter
Sieg-Dill-Lahn
Bavière
Est de la France
Ile d'Elbe
Luxembourg

Sidérurgie

Ruhr
Salzgitter
Sieg-Dill-Lahn
Bavière
Belgique (ensemble de la région sidérurgie)
Nord de la France
Est de la France

Sarre
Nord de l'Italie
Centre de l'Italie
Sud de l'Italie
Luxembourg
Pays-Bas

Notions et définitions utilisées

Afin de faciliter l'interprétation des résultats, il a paru nécessaire de définir les termes employés dans la présente publication.

Famille

En raison du nombre restreint de familles dont on disposait et afin d'assurer une représentativité acceptable aux groupes de 50 ménages mentionnés précédemment, on a tenu compte d'un certain nombre de critères qui ont permis de limiter "l'univers".

Ces critères sont les suivants :

- familles de 4 personnes (les conjoints et deux enfants à charge de moins de 13 ou 14 ans)
- seul le chef de famille travaillait
- le salaire du chef de famille devait se situer à l'intérieur d'une marge de dispersion de 15 à 20 % autour du salaire moyen du groupe auquel il appartenait
- l'ouvrier devait avoir la nationalité du pays dans lequel il travaillait
- l'enquête était limitée aux familles dont le chef avait la possibilité de rentrer chaque soir au foyer familial.

Ont été exclues les familles dont on savait, grâce aux renseignements obtenus avant le début de l'enquête, qu'elles abritaient sous leur toit un autre membre de la famille que ceux énumérés ci-dessus, celles dans lesquelles entraient plusieurs salaires, qui ébergeaient des pensionnaires ou vendaient les produits de leur jardin.

Les familles dont les membres se sont accrus au cours de l'enquête ont continué, sauf en Belgique, à faire l'objet de celle-ci. Il est, en outre, nécessaire de préciser qu'en Sarre, au Luxembourg (mines de fer) et en Italie (mines de fer), en raison de l'impossibilité de recruter un nombre suffisant de familles répondant à tous les critères, un certain nombre de ménages avec 1 ou 3 enfants ont été compris dans l'enquête. Le choix a été fait de telle façon que la moyenne par groupe donne des ménages de 4 personnes.

Les notions de "Ressources et de leur Emploi".

Il est évident qu'une enquête budgétaire par laquelle on s'efforce d'obtenir, pour une année entière, un tableau complet de toutes les ressources et de toutes les dépenses des familles représentées, surtout pour celles-ci, une tâche énorme. Point n'est besoin de spécifier que des erreurs peuvent aisément être commises.

Afin de contrôler les informations fournies, dans certains pays, un bilan comptable des recettes et des dépenses était établi à la fin de chaque période (le montant des dépenses devait être égal à celui des ressources), les ouvriers, afin de permettre une vérification des recettes joignaient en général leur fiche de paye au carnet de ménage. Dans d'autres pays des calculs de vraisemblance ont permis de vérifier et de corriger avec l'aide des intéressés les informations recueillies; les déclarations de recettes, faites par les intéressés, ont été confrontées avec les salaires déclarés par les employeurs pour ces ouvriers et pour la période de l'enquête.

Dans la présente enquête on a compté au nombre des ressources, dont peut disposer une famille :

- a) le revenu en espèces
- b) le revenu en nature
- c) les prélèvements en espèces, sur le patrimoine
- d) les emprunts.

Ad. a

Ont été considérés comme rentrant dans la catégorie des revenus en espèces : les revenus du travail salarié du chef de famille y compris toutes les retenues sur le salaire (impôt sur les salaires, cotisations d'ouvriers à la Sécurité Sociale), les revenus provenant d'un travail accessoire, les allocations familiales, les prestations de Sécurité Sociale (prestations par suite de maladie, d'accident, de chômage, d'invalidité, naissance, etc.), et les dons en espèces ainsi que d'autres revenus éventuels (intérêts des économies, vente du mobilier, revenus d'autres membres de la famille etc.).

Ad b

Les revenus en nature sont constitués par les avantages en nature provenant de l'employeur (fourniture gratuite ou à prix réduit du logement, de combustibles, de vêtements de travail), la valeur nette de la production familiale (produits du jardin familial et du petit bétail), la valeur nette du loyer pour les ouvriers propriétaires de leur logement, enfin les dons et aides en nature provenant des tiers.

Ad c et d

Les ressources provenant de prélèvement sur l'épargne, de vente de biens mobiliers ou immobiliers et les emprunts ont été comptabilisés sous ce poste de même que les dettes contractées au cours de l'enquête (y compris les sommes restant à payer sur les achats effectués à tempérament au cours de l'année d'enquête).

Emploi des ressources

En regard du total des ressources figure leur emploi, qui peut être subdivisé comme suit :

- a) dépenses (produits et services achetés)

- b) consommation en nature provenant de la production familiale (jardin, petit bétail)
- c) contrevaieur des avantages en nature provenant de l'employeur et dons en nature provenant des tiers
- d) épargne
- e) remboursement des dettes

Dépenses et consommation

Une des distinctions principales établies dans les enquêtes budgétaires, est certainement celle qui concerne les dépenses et la consommation.

Dans les anciennes enquêtes en particulier, l'on ne faisait généralement pas cette distinction.

Cependant, si l'on veut avoir une idée exacte du schéma des revenus et des dépenses des familles, il est nécessaire de connaître parfaitement le schéma de la consommation totale.

Il est évident que les familles disposant d'un jardin potager et de petit bétail ou qui reçoivent de l'employeur d'importants avantages en nature, peuvent avoir de ce fait une structure de leurs dépenses assez différente de celle des familles ne disposant pas de ces avantages.

Par "dépenses" on entend les achats en espèces et tous les paiements qui ont un caractère d'épargne, de placement, d'amortissement de dette et d'emprunt.

Toutefois, afin de ne pas grossir artificiellement les ressources et leur emploi, il a été établi, pour chaque famille, le solde de l'épargne et des emprunts constatés au cours de l'année.

Or, à ces dépenses s'ajoutent des consommations qui ne donnent pas lieu à des sorties d'argent à savoir : les avantages et les dons en nature, la production familiale.

Les dépenses familiales sont données en annexe dans les tableaux No. 4, 5 et 6 (répartitions des dépenses) et la valeur de la consommation totale dans les tableaux 7, 8 et 9 (répartition de la consommation).

La classification des différents postes de dépenses et de consommation a été basée sur une nomenclature très détaillée, inspirée de celles en vigueur dans les pays de la Communauté.

Enfin, il convient de formuler un certain nombre d'observations quant à la manière dont les transactions enregistrées par les familles ont été finalement reproduites dans les différents tableaux.

Dépenses pour l'achat de produits et de services

Afin de se faire une idée des habitudes des familles, on a distingué les trois modes de paiement suivants :

- a) achat au comptant
- b) achat à crédit
- c) achat à tempérament

Dans le compte de dépenses ne figurent que les paiements réellement effectués pendant l'enquête pour l'achat d'un article ou d'un service déterminé; dans le compte de consommation figure, en outre, la valeur totale des articles et des services achetés à tempérament.

La différence entre la valeur réelle de la marchandise ou du service (qui se trouve donc notée dans le compte de consommation) et les versements effectués par les familles pendant l'année de l'enquête (et figurant dans le compte de dépenses) a été ajoutée aux ressources sous le poste "emprunts" afin de maintenir l'équilibre entre les ressources et les dépenses.

Consommation en nature

Les consommations en nature n'ont été comptabilisées que dans les tableaux de consommation. Il s'agit, rappelons le, de la valeur de la production familiale, des avantages en nature provenant de l'employeur, des dons en nature provenant des tiers et de l'estimation de la valeur du loyer lorsque l'ouvrier est propriétaire de son logement.

II - PREMIERS RESULTATS

Introduction

On trouvera ci-après une brève étude des quatre catégories principales de renseignements fournis par la présente enquête sur les budgets familiaux.

Ces renseignements portent sur les points suivants :

- a) structure des ressources
- b) structure de la répartition des dépenses
- c) structure de la répartition de la consommation
- d) quantités moyennes consommées par les familles eu cours de l'année de l'enquête pour un certain nombre de denrées alimentaires importantes.

Les critères ci-après interviennent habituellement dans une enquête de ce genre comme facteurs de subdivision des comptes familiaux de dépenses et de consommation dont ils déterminent, en ordre principal, l'importance et la composition:

- a) ressources
- b) nombre des membres de la famille
- c) domicile, région ou pays
- d) profession.

Dans une telle enquête ces critères sont considérés comme des facteurs variables explicatifs, tandis que les différences entre les comptes de dépenses et de consommation ou entre les montants dépensés ou utilisés pour un article ou un service, ou pour un groupe d'articles ou de services sont considérés comme des variables appelant une explication.

Le nombre des membres de familles ayant été presque toujours équivalent à la moyenne générale dans le cadre de la présente enquête, on pourra négliger le facteur figurant ci-dessus au point b). Dans la présente publication, l'on a utilisé uniquement le pays et l'industrie comme critères de subdivision. Dans la mesure du possible, on s'est efforcé d'indiquer les principales différences entre les six pays au point de vue de la structure: des ressources, des dépenses et des consommations des familles, et de donner des précisions sur les écarts relevés. A cet égard, il convient de mettre en garde contre toute conclusion trop hâtive fondée sur les chiffres reproduits dans le présent article.

Une analyse valable et fondée des importantes différences structurelles existant entre les pays et les bassins d'un même pays n'est possible qu'à l'aide de données très détaillées sur les ressources, les dépenses, la consommation, les quantités consommées et les prix moyens (ces données seront fournies dans une étude ultérieure).

Les tableaux annexés au présent article sont les suivants:

- Tableau 1 structure des ressources des mineurs de charbon
- Tableau 2 structure des ressources des mineurs de fer
- Tableau 3 structure des ressources des ouvriers sidérurgistes
- Tableau 4 répartition des dépenses des mineurs de charbon
- Tableau 5 répartition des dépenses des mineurs de fer
- Tableau 6 répartition des dépenses des ouvriers sidérurgistes
- Tableau 7 répartition des consommations des mineurs de charbon
- Tableau 8 répartition des consommations des mineurs de fer
- Tableau 9 répartition des consommations des ouvriers sidérurgistes
- Tableau 10 quantités consommées (principales denrées alimentaires) par les mineurs de charbon
- Tableau 11 quantités consommées (principales denrées alimentaires) par les mineurs de fer
- Tableau 12 quantités consommées (principales denrées alimentaires) par les ouvriers sidérurgistes

STRUCTURE DES RESSOURCES

Le chapitre consacré aux aspects méthodologiques de l'enquête fournit des indications détaillées sur les différents éléments de ressources considérées dans cette enquête.

Les tableaux 1 à 3 de l'annexe relatifs aux ressources sont exprimés en % du total.

La sous-commission budgets familiaux a, en effet, décidé que cette enquête ne pouvait en aucun cas se substituer aux études faites par la H.A. en matière de salaires et de revenus. Elle permet seulement d'obtenir certaines indications sur la structure des ressources, notamment en ce qui concerne la part des recettes accessoires.

En outre, il est nécessaire de préciser que les prestations en nature provenant de la Sécurité Sociale n'ont pu être recensées dans aucun des pays.

Le tableau ci-dessous fait apparaître pour les groupes de familles soumises à l'enquête la part du revenu en espèces et celle du revenu en nature dans le total des ressources.

Tableau 2 - Revenu en espèces et revenu en nature en % du total des ressources

	Allemagne (R.F.) (sans Sarre)	Sarre	Belgique	France	Italie	Luxem- bourg	Pays Bas
Mines de houille							
Revenu en espèces	94,59	91,80	91,76	92,02	85,96	-	95,02
Revenu en nature	5,41	8,20	8,24	7,98	14,04	-	4,98
Total des ressources	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	-	100,00
Mines de fer							
Revenu en espèces	93,65	-	-	95,37	95,68	93,01	-
Revenu en nature	6,35	-	-	4,63	4,32	6,99	-
Total des ressources	100,00	-	-	100,00	100,00	100,00	-
Sidérurgie							
Revenu en espèces	96,90	93,23	95,86	96,96	97,02	92,07	97,83
Revenu en nature	3,10	6,77	4,14	3,04	2,98	7,93	2,17
Total des ressources	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Pour les trois groupes de familles soumises à l'enquête, le revenu en nature était le plus important pour les mineurs de charbon, il provenait principalement d'avantages en nature accordées par l'employeur (logement, charbon, etc.). Pour les mineurs de fer, par contre, le fait que beaucoup de familles sont propriétaires de leur logement constitue un avantage net assez important. Le revenu en nature des familles ouvrières sidérurgistes était considérablement inférieur à celui des familles de mineurs de charbon et de fer sauf pour la Sarre et le Luxembourg. Dans ce dernier pays, par exemple, le revenu en nature des familles propriétaires de leur logement représentait plus de 5 % du revenu total.

La plus grande partie du total des ressources (en espèces et en nature) se compose des éléments suivants, constituant le revenu principal:

- a) salaire brut du chef de famille
- b) avantages en nature provenant de l'employeur
- c) allocations familiales

La somme de ces trois éléments s'établit comme suit pour les divers pays:

Tableau 3 - Revenu principal (en espèces et en nature) en % du total des ressources

	Mines de houille	Mines de fer	Sidérurgie
Allemagne (R.F.) (sans la Sarre)	86,92	82,17	87,20
Sarre	82,81	-	85,76
Belgique	85,86	-	89,73
France	92,63	88,54	88,44
Italie	92,17	87,41	92,20
Luxembourg	-	83,84	83,16
Pays-Bas	90,07	-	90,57

Enfin restent encore deux éléments assez importants des ressources qu'il ne faut pas perdre de vue: les prestations sociales et les mouvements de capitaux. En ce qui concerne le premier élément, il convient par ailleurs de ne pas négliger que les prestations, telles qu'elles apparaissent dans les résultats de la présente enquête, ne donnent pas une idée exacte de l'importance réelle des montants dont l'ouvrier moyen a bénéficié à ce titre. La maladie et les accidents sont entre autres des facteurs qui peuvent amener une famille à renoncer de participer à l'enquête.

Les sommes perçues par les familles, au cours de l'année au titre des prestations de Sécurité Sociale, devraient être en réalité plus importantes qu'il ne ressort des résultats de l'enquête.

En ce qui concerne les mouvements de capitaux, il faut signaler que sont également compris dans ce poste les achats à tempérament (c'est-à-dire la différence entre la valeur réelle de l'article et le montant effectivement payé à la fin de l'enquête).

III - LES DEPENSES DES FAMILLES

Les dépenses des familles figurant à l'annexe aux tableaux 4, 5 et 6 ont été subdivisées en 14 groupes. Elles ont été mentionnées en valeur absolue (en monnaie nationale) et en pourcentage du total des dépenses.

Afin d'améliorer la comparabilité des données entre les différents pays, il a été apporté un certain nombre de corrections aux comptes de dépenses tels qu'ils ont été établis par les familles. Ces corrections portent sur les groupes suivants :

- a) Assurances et cotisations (groupe 11)
- b) Hypothèques et intérêts (groupe 12)
- c) Impôts (non reprises dans le compte de dépenses).

Ad a)

Compte tenu de la grande diversité et des différences existant dans le domaine de la législation en matière de Sécurité Sociale dans les six pays de la Communauté, les cotisations des travailleurs au titre de la Sécurité Sociale (maladie, accident, chômage, vieillesse, etc...) ainsi que les primes d'assurance sur la vie n'ont pas été reprises dans le compte de dépenses.

Cependant, les dépenses y afférentes sont indiquées au bas des tableaux. Le groupe "Assurances et cotisations" telle qu'il figure dans le tableau proprement dit, porte seulement sur les cotisations d'assurance (incendie, vol, etc...) ainsi que les cotisations syndicales et autres.

Ad b)

L'épargne a été retirée du groupe 12 "Hypothèques et intérêts" qui dans la nomenclature est intitulé "Hypothèques Epargne Intérêts".

Une enquête budgétaire ne se prête généralement pas à l'analyse des possibilités d'épargne des familles. De telles enquêtes portent habituellement sur une période trop brève et le hasard joue un trop grand rôle, en raison du nombre relativement faible de familles soumises habituellement à ces enquêtes.

En outre, la notation d'épargne peut donner lieu à des divergences d'interprétation.

Que l'on songe, à cet égard, aux dépenses d'assurance sur la vie, aux cotisations au titre de la pension, aux remboursements à l'hypothèque souscrite sur le logement appartenant à la famille, à l'achat de matériaux pour la construction d'une maison et à l'achat de biens de consommation durables. Toutes ces "sorties de fonds" comportent des éléments d'épargne et des éléments de dépenses.

Ad c)

Les observations formulées ci-dessus en ce qui concerne les assurances et cotisations s'appliquent également aux dépenses effectuées au titre des impôts. Celles-ci figurent toutefois au bas des tableaux.

Comparaison par pays (par industrie)

MINES DE HOUILLE

1) Dépenses des familles de mineurs (ensemble des mineurs du fond et du jour).

Un examen superficiel du tableau 4 de l'annexe reproduisant la structure de dépenses des familles de mineurs, fait apparaître, suivant le pays, des écarts considérables entre les pourcentages de dépenses des différents groupes.

Les différences les plus sensibles apparaissent dans les dépenses consacrées à l'alimentation, l'habitation, l'habillement ainsi que pour les hypothèques et intérêts.

Les dépenses des mineurs sarrois se sont révélées relativement les plus faibles pour l'alimentation (38,01 %), tandis que celles des mineurs italiens étaient les plus élevées (59,09 %); les mineurs français suivaient avec 51,85 %.

La différence entre le pays dont les dépenses sont les plus élevées et celui dont les dépenses sont relativement les plus faibles pour l'alimentation, est supérieure à 21 points. Les différences entre les dépenses affectées à l'alimentation par les mineurs d'Allemagne, de Belgique, de Sarre et des Pays-Bas sont beaucoup moins importantes. Pour ces derniers, l'écart entre les dépenses les plus fortes et les plus faibles (Belgique et Sarre) est d'environ 5 points.

Ces écarts sont dûs principalement au montant des revenus et aux habitudes de consommation dans les divers pays.

On cherche souvent à expliquer les différences constatées dans la proportion des dépenses alimentaires en faisant valoir que la part des dépenses d'alimentation diminue au fur et à mesure que s'accroît le revenu, et l'on en déduit que, toutes conditions demeurant égales par ailleurs, la part des dépenses d'alimentation dans le budget total constitue le meilleur indice du bien être matériel d'une population ou d'un groupe de population. Cette affirmation appelle un certain nombre de réserves en ce qui concerne la présente enquête pour laquelle on constate que les pays où le revenu est le plus important, ne sont pas toujours ceux où la part de l'alimentation est la plus faible.

Dans le tableau 4 ci-après, on a mis en parallèle, pour chaque pays d'une part, non pas le revenu mais la dépense totale (convertie en francs belges pour tous les pays à partir des taux d'équivalence de pouvoir d'achat à la consommation, établis par la Haute Autorité pour le calcul des revenus réels 1956) et, d'autre part, la proportion des dépenses alimentaires dans chaque groupe de budget.

Tableau 4 - Dépenses totales et part de l'alimentation dans le budget des mineurs de charbon.

Pays	Rang selon l'importance de la dépense totale	Rang selon la part des dépenses alimentaires dans le budget total
Allemagne (RF) (sans la Sarre)	5	3
Sarre	1	1
Belgique	3	4
France	2	5
Italie	6	6
Pays Bas	4	2

Il apparaît clairement que pour les mineurs français et néerlandais, par exemple, le rang occupé selon l'importance de la dépense totale ne correspond nullement à celui constaté pour la part de l'alimentation.

Il convient cependant de noter que les boissons alcoolisées ainsi que les consommations prises à l'extérieur sont comprises dans l'alimentation, alors qu'elles sont parfois retirées lorsqu'on se livre à des comparaisons de ce genre, qu'interviennent, en outre, les habitudes de consommation, l'importance relative des avantages en nature, le climat etc...

Cette question devra faire l'objet d'une analyse plus poussée avant qu'il soit possible d'en tirer des conclusions.

En ce qui concerne l'habitation ¹⁾, des écarts considérables ont été relevés entre les différents pays.

Les dépenses relativement les plus importantes dans ce domaine ont été constatées aux Pays-Bas : 20,16 % les plus faibles en Italie : 9,85 %, suivie de près par la France avec 11,05 %.

Pour l'Allemagne, la Sarre et la Belgique, les dépenses correspondantes varient entre 15 et 18 % des dépenses totales.

Il convient d'observer avant tout, et ceci s'applique naturellement à l'ensemble du compte de dépenses, que les différents groupes sont interdépendants.

Si l'on affecte, par exemple, 60 % des dépenses à la nourriture, il n'est naturellement pas possible d'affecter plus de 40 % aux dépenses des autres catégories. Bien entendu, on ne peut se contenter de cette seule explication.

En dehors du revenu, on peut citer en tant que facteurs concourant à déterminer les dépenses absolues et relatives d'habitation :

- a) le fait que la famille occupe ou non un logement dont elle est propriétaire
- b) le fait que la famille est logée ou non par l'entreprise (rappelons qu'en Italie et en France la quasi totalité des ouvriers ayant participé à l'enquête étaient logés gratuitement par la mine)
- c) la situation et les ressources en matière de logement dans les pays en cause
- d) les différences au point de vue des conditions climatologiques
- e) la fréquence des achats à tempérament

Les dépenses relatives à l'habillement ne font pas apparaître de différences importantes.

Les dépenses d'habillement sont proportionnellement les plus élevées chez les mineurs de la Sarre (13,68 %) et les plus faibles chez les mineurs d'Italie (10,29 %). Viennent ensuite les mineurs allemands avec 11,98 %.

Si l'on groupe les trois catégories de dépenses dont il vient d'être question et qui sont considérées habituellement comme

1) On a compris dans cette enquête sous le terme "Habitation" non seulement le loyer mais aussi les dépenses de chauffage et éclairage, les articles ménagers tels que vaisselle et linge de maison, l'ameublement, les appareils ménagers etc...

servant à couvrir les besoins primaires, on constate que les différences sont moins grandes que lorsqu'on considère séparément chacun de ces groupes.

Les dépenses relatives d'alimentation, d'habitation et d'habillement s'élèvent au total à :

72,63 %	pour les mineurs allemands
68,84 %	pour les mineurs sarrois
70,64 %	pour les mineurs belges
75,67 %	pour les mineurs français
79,23 %	pour les mineurs italiens
73,78 %	pour les mineurs néerlandais.

Une autre catégorie de dépenses intéressante faisant apparaître des différences importantes est celle des "Hypothèques et Intérêts" (groupe 12), qui englobe les remboursements d'hypothèques, de dettes et d'emprunts (y compris les échéances remboursées au cours de l'enquête se rapportant à des engagements souscrits antérieurement), ainsi que les intérêts des dettes et des emprunts.

Les dépenses de cette catégorie s'élèvent en Belgique à 8,81 %, en Sarre à 8,61 %, en Allemagne à 6,37 %, en France à 4,39 %, aux Pays-Bas à 3,67 % et en Italie à 3,25 %.

Il ressort clairement des chiffres ci-dessus que le nombre de logements occupés par leur propriétaire (mais entraînant des remboursements d'hypothèques) et les achats à tempérament sont beaucoup plus nombreux dans les trois premiers pays que dans les trois derniers. Enfin, en vue de donner une idée de l'influence exercée sur les dépenses familiales par les cotisations de Sécurité Sociale et les impôts (qui, étant basés sur une obligation légale, peuvent être nettement séparées des autres dépenses), nous reproduisons au bas du tableau les chiffres absolus et relatifs de ces dépenses.

Entre les divers pays, il existe sur ce point de très grands écarts.

C'est ainsi que la cotisation ouvrière à la Sécurité Sociale atteint aux Pays-Bas 13,93 % du total des dépenses contre 2,32 % en Italie. Les dépenses correspondantes dans les autres pays sont respectivement de 9,32 % en Allemagne, 7,15 % en France, 6,89 % en Belgique et 6,64 % en Sarre.

Les différences sont moins sensibles en ce qui concerne les impôts. A cet égard, la Belgique et la France font apparaître l'écart le plus important. Le mineur belge "consacre" 5,10 % de ses dépenses aux impôts, l'ouvrier français seulement 0,17 %.

MINES DE FER

2. Dépenses familiales des ouvriers des mines de fer (ensemble des mineurs du fond et du jour).

Le schéma des dépenses familiales des ouvriers des mines de fer présente également d'importantes différences de structure, suivant les pays. Ainsi que pour le charbon, les groupes Alimentation, Habitation, Habillement, Hypothèques et Intérêts représentent la fraction la plus importante des dépenses globales; on y trouve aussi les écarts les plus importants. Avec 60,41 %, l'ouvrier italien des mines de fer vient en tête de liste en ce qui concerne la part des dépenses alimentaires, le pourcentage le plus faible est enregistré au Luxembourg : 38,09 %. Les différences entre l'Allemagne, la France et le Luxembourg sont moins importantes.

Les dépenses d'habitation les plus faibles ont été enregistrées en Italie (11,87 %), ensuite vient le Luxembourg avec 14,46 %, puis la France avec 18,41 %.

Les écarts constatés entre les pays sont d'une moins grande amplitude pour le groupe Habillement.

Pour les trois groupes de dépenses mentionnés ci-dessus, les pourcentages s'établissent ainsi :

Allemagne	: 71,61 %
France	: 71,42 %
Italie	: 82,77 %
Luxembourg	: 65,79 %

En outre, on est frappé par le niveau relativement élevé des dépenses de Communications en France. L'ouvrier français des mines de fer y consacre 6,41 % de ses dépenses totales, tandis que l'ouvrier italien, par exemple, n'y affecte que 1,02 % et l'allemand 3,11 %.

Enfin, pour les "Hypothèques et Intérêts", les dépenses les plus élevées apparaissent au Luxembourg où elles représentent 11,58 % du total. Cela tient évidemment au nombre d'ouvriers propriétaires de leur logement (remboursement des hypothèques) et au remboursement des échéances de dettes souscrites avant l'enquête. Les dépenses les plus faibles de cette catégorie ont été notées en Italie : 2,69 % et en France : 2,88 %.

Les dépenses au titre des "Cotisations de Sécurité Sociale" et des Impôts, telles qu'elles figurent au bas du tableau, se présentent comme suit :

Tableau 5 - Dépenses consacrées aux Cotisations de Sécurité Sociale et aux Impôts (en % du total des dépenses)

	Allemagne (RF) (sans la Sarre)	France	Italie	Luxembourg
Cotisations de Sécurité Sociale	9,04	5,91	2,51	7,58
Impôts	1,84	0,35	2,71	4,67

SIDERURGIE

3) Les dépenses familiales des ouvriers sidérurgistes

Lorsqu'on étudie les comptes des dépenses familiales des ouvriers sidérurgistes, on est frappé tout d'abord par le fait que les écarts constatés entre les pays, pour les différents groupes, sont moins prononcés que ceux enregistrés pour les mineurs de charbon et de fer. Ainsi entre le groupe de familles ayant dépensé proportionnellement le plus et celui ayant dépensé le moins pour l'Alimentation (il s'agit des sidérurgistes italiens et luxembourgeois); la différence est de 14 points environ, contre plus de 21 et 22 pour les mineurs de charbon et de fer.

Ces dépenses en Allemagne, en Sarre, en Belgique et aux Pays-Bas se situent à peu près au même niveau.

En France, elles sont relativement élevées. Les familles d'ouvriers sidérurgistes de ce pays consacrent plus de 47 % de leurs dépenses à la nourriture.

En ce qui concerne l'Habitation, on peut distinguer deux groupes de pays, à savoir l'Allemagne, la Sarre et la Belgique d'une part, où ces dépenses sont relativement élevées (resp. 19,35 %, 19,99 % et 18,41 %), la France, l'Italie et le Luxembourg, d'autre part, où elles sont les plus faibles (respectivement 15,83 %, 16,92 % et 16,80 %). Les néerlandais se situent en dehors de ces deux groupes, ils consacrent presque le quart (24,08 %) de leurs dépenses à l'habitation.

Les dépenses d'Habillement présentent des différences moins sensibles, elles sont, en Italie, relativement faibles (8,40 %) par rapport au Luxembourg où elles atteignent 13,15 %.

Comme pour les autres industries, on trouvera ci-après les chiffres relatifs au total des trois groupes de dépenses mentionnés ci-dessus :

Allemagne (RF) (sans la Sarre)	71,79 %
Sarre	72,09 %
Belgique	70,00 %
France	74,51 %
Italie	77,51 %
Luxembourg	67,93 %
Pays-Bas	75,06 %

La part des dépenses affectées aux Communications présente peu de différences entre les pays, à l'exception de celles enregistrées en Belgique où, avec 5,82 %, elles sont les plus élevées, c'est en Italie qu'elles sont les plus faibles avec 2,55 %.

Les dépenses relatives aux "Hypothèques et Intérêts" font apparaître des écarts considérables. Au Luxembourg elles représentent 8,30 % et seulement 1,92 % aux Pays-Bas.

Enfin, le tableau ci-dessous fait apparaître le montant et la part des cotisations de Sécurité Sociale et des impôts. Pour cette industrie également, les chiffres font apparaître clairement la diversité des législations nationales.

Tableau 6 - Dépenses affectées aux Cotisations de Sécurité Sociale et aux Impôts (en % des dépenses totales)

	Alle- magne (RF) (sans Sarre)	Sarre	Belgi- que	France	Ita- lie	Luxem- bourg	Pays- Bas
Cotisations Sécurité Sociale	8,92	8,03	6,67	5,17	2,57	7,48	10,27
Impôts	3,85	3,90	5,68	0,20	2,83	2,87	3,74

Si l'on compare, comme on l'a fait pour les ouvriers mineurs, page 300, le montant total des dépenses et la part de l'alimentation dans le budget, on obtint le tableau No. 7 ci-après :

Tableau 7 - Dépenses totales et part de l'alimentation dans le budget des ouvriers sidérurgistes

Pays	Rang selon l'importance de la dépense totale	Rang selon la part des dépenses alimentaires dans le budget total
Allemagne (RF) (sans la Sarre)	6	5
Sarre	3	3
Belgique	4	4
France	2	6
Italie	7	7
Luxembourg	1	1
Pays-Bas	5	2

Il est évident que les observations déjà formulées à ce sujet pour les mineurs de charbon, s'appliquent également aux sidérurgistes.

COMPARAISON PAR INDUSTRIE (par pays)

Dans la première partie de cette étude l'on s'est borné à mettre l'accent sur les différences entre pays. Les comptes de dépenses ayant été établis sur la base de l'unité monétaire nationale de chaque pays, il n'était guère possible, dans une première étude, de comparer les dépenses en valeur absolue.

Il est intéressant, cependant, de connaître, pour les six pays, la situation réciproque des comptes de dépenses tels qu'ils se présentent dans les diverses industries, un tel examen permettant en outre de prendre également en considération les montants exprimés en valeur absolue.

On donnera ci-après une brève analyse pour chaque pays.

1) Allemagne (mines de houille, mines de fer, sidérurgie)

Parmi les ouvriers des trois industries ce sont les sidérurgistes qui ont les dépenses les plus élevées (groupes 1 à 14 inclus), elles sont supérieures de DM 510 à celles des mineurs de fer et de DM 82 à celles des mineurs de charbon. Compte tenu de ces écarts, la structure des dépenses pour les trois industries est assez homogène.

2) Sarre (mines de houille, sidérurgie)

Les dépenses des mineurs de charbon dépassent celles des sidérurgistes de frf. 84.000,-, la structure varie peu d'une industrie à l'autre.

3) Belgique (mines de houille, sidérurgie)

En Belgique également, l'enquête n'a porté que sur les mineurs de charbon et les sidérurgistes.

L'ouvrier sidérurgiste belge a dépensé, pendant l'année de l'enquête, frb. 4.900,- de plus que le mineur de charbon (groupes 1 à 14 inclus). Cependant, on a trouvé dans les comptes de dépenses un certain nombre de différences ne résultant pas seulement de l'écart constaté dans les dépenses totales.

Ainsi, par exemple, le mineur a dépensé davantage pour l'alimentation que l'ouvrier sidérurgiste, tant en valeur absolue qu'en pourcentages. En valeur relative, la différence était voisine de 3 %. En revanche, les dépenses d'habitation des mineurs sont de loin inférieures à celles des ouvriers sidérurgistes, tant en valeur absolue qu'en valeur relative, ce qui, bien entendu, provient du fait qu'un certain nombre de mineurs sont logés par la mine.

Par contre, il est à noter que les dépenses d'habillement, tant en valeur absolue qu'en pourcentages, sont plus élevées chez les mineurs que chez les sidérurgistes.

Les dépenses de "Communications" des sidérurgistes dépassent celles des mineurs de frf. 1.600,-.

Enfin, les dépenses au titre des "Hypothèques et Intérêts" des mineurs sont, au contraire, les plus élevées.

4) France (mines de houille, mines de fer, sidérurgie)

On observe des différences fort importantes entre les dépenses totales (groupes 1 à 14 inclus) des trois groupes d'ouvriers sur lesquels a porté l'enquête en France. C'est ainsi que les dépenses des mineurs de fer ont dépassé de plus de frf. 275.000,- celles des mineurs de charbon, et de frf. 233.000,- celles des sidérurgistes.

L'examen des trois comptes de dépenses a montré que les mineurs de fer tout en dépensant largement plus au total que leurs camarades, consacrent à peu près les mêmes sommes à l'alimentation que les deux autres groupes.

En valeur relative, les dépenses alimentaires des mineurs de fer sont les plus faibles avec 39,73 %, contre 51,85 % pour les mineurs de charbon et de 47,37 % pour les sidérurgistes.

Rappelons que l'on a déjà constaté qu'en France, les dépenses d'alimentation sont en général assez élevées par rapport aux autres pays.

La comparaison des dépenses de logement n'aurait pas grand sens du fait que la proportion des ouvriers logés gratuitement ou à prix réduit est très variable d'une industrie à l'autre.

Les dépenses d'habillement, tant en valeur absolue qu'en pourcentages, jouent également un rôle important pour les mineurs. En valeur absolue, ces dépenses pour les ouvriers précités sont supérieures de plus de frf. 45.000,- à celles des sidérurgistes, et de plus de frf. 40.000,- à celles des mineurs de charbon.

Enfin, il faut noter que les mineurs de fer dépensent environ frf. 40.000,- de plus par an pour les Communications que leur camarades des deux autres industries.

5) Italie (mines de houille, mines de fer, sidérurgie)

En Italie, les dépenses les plus élevées ont été enregistrées chez les sidérurgistes. Elles dépassent de plus de 298.000,- Lires celles des mineurs de charbon et de plus de 218.000,- Lires celles des mineurs de fer.

Il en résulte que la part de l'Alimentation est plus faible chez les sidérurgistes que dans les deux autres groupes.

De même que pour la France, la comparaison des dépenses d'Habitation n'aurait pas de signification, puisque les mineurs de charbon italiens sont tous logés à peu près gratuitement.

Pour les autres groupes de dépenses, les écarts constatés ne sont pas significatifs

6) Luxembourg (mines de fer, sidérurgie)

Au Luxembourg, la différence entre les dépenses totales des deux groupes de familles soumis à l'enquête a dépassé frb. 6.000,-.

Bien que leurs dépenses totales soient les plus élevées, les mineurs de fer ont dépassé davantage pour leur alimentation, non seulement en valeur absolue, mais aussi en valeur relative.

En revanche, les dépenses consacrées à l'Habitation par ces familles demeurent considérablement inférieures à celles des sidérurgistes, en valeur et en pourcentages.

On constate peu de différence pour les autres groupes de dépenses sauf en ce qui concerne les Hypothèques et Intérêts aux-

quels les mineurs de fer ont consacré frb. 4.000,- de plus que les sidérurgistes.

7) Pays-Bas (mines de houille, sidérurgie)

Aux Pays-Bas, l'enquête a porté sur deux groupes familiaux; mineurs de charbon et sidérurgistes. Les dépenses totales ne font apparaître qu'une différence légèrement supérieure à Flh. 250,-. Dans ce pays également, on constate que, bien que dépensant davantage au total, les familles des mineurs consacrent davantage à leur nourriture que celles des sidérurgistes, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Les différences régionales aussi bien que professionnelles jouent un rôle à cet égard.

Les dépenses d'habitation sont considérablement plus élevées chez les sidérurgistes, tant en valeur absolue qu'en pourcentages.

Mais la situation est inversée en ce qui concerne les dépenses d'habillement. Dans ce groupe, la moyenne des dépenses des mineurs dépasse de plus de Flh. 100,- celles des sidérurgistes.

Le même écart de Flh. 100,- se retrouve dans le même sens au groupe 12 "Hypothèques et Intérêts".

IV - LA CONSOMMATION DES FAMILLES

Les dépenses en espèces (composées en majeure partie d'achats au comptant) constituent naturellement l'essentiel de la consommation globale. Dans le cadre de l'étude de la consommation, la première question qui se pose est celle de savoir si la structure de la consommation présente des différences par rapport à celle des dépenses. Lorsqu'on prend en considération des catégories de consommation autres que les dépenses, il est, en effet, fort possible que certaines différences constatées précédemment dans la structure des dépenses deviennent plus - ou moins - importantes dans celle des consommations. En voici deux exemples. 1° Dans le cadre de l'étude des dépenses on a souligné que les familles occupant un logement dont elles sont propriétaires ou qui appartient à l'entreprise et qui, de ce fait, ne paient pas ou peu de loyer, dépensent naturellement moins pour le groupe "Habitation" que celles qui ne bénéficient pas de cet avantage.

Pour éviter tout malentendu, il convient de rappeler que le compte de consommation comprend non seulement des produits et services achetés, mais aussi la consommation d'avantages en nature provenant de l'employeur (logement, charbon, gaz, électricité etc.), de dons en nature provenant de tiers, l'utilisation du logement dont la famille est propriétaire et la valeur des produits du jardin familial et de la basse-cour.

2° On a précédemment attiré l'attention sur le fait que les habitudes de paiement des familles - il s'agit principalement des achats à tempérament - ne manquent pas d'influencer les comptes de dépenses et de consommation en raison de la méthode d'enregistrement adoptée au cours de cette enquête.

Le compte de dépenses fait apparaître pour les achats à tempérament uniquement les sommes effectivement payés au cours de l'année d'enquête, tandis que le compte de consommation porte sur la valeur totale de l'article y compris la fraction non encore payée à la fin de l'enquête.

Or, s'il existe des différences importantes entre deux groupes familiaux en ce qui concerne les achats à tempérament, il se peut que, pour cette seule raison les dépenses absolues et relatives affectées à un certain nombre d'articles par les familles ayant davantage l'habitude d'acheter à tempérament, soient inférieures à celles des familles achetant les mêmes articles, mais ne faisant pas usage de la possibilité d'un tel mode de paiement.

Enfin, les corrections apportées au compte des dépenses l'ont été également à celui des consommations (voir à ce sujet aux pages 298 et 299 du présent article).

En ce qui concerne le groupe 5 "Soins Médicaux et corporels", il faut signaler que les chiffres indiqués ont une signification limitée et ne sont pas comparables de pays à pays. En effet, compte tenu des différences importantes qui existent entre les régimes de Sécurité Sociale, parfois à l'intérieur d'un même pays, il n'a pas été possible de mesurer d'une façon satisfaisante la consommation des différents ménages dans ce secteur.

Rappelons, que dans certains pays et certaines industries, les ouvriers bénéficient de la gratuité pour les soins médicaux et pharmaceutiques alors que d'autres obtiennent le remboursement, à concurrence d'un pourcentage déterminé, des dépenses exposées par eux. Dans le premier cas, il n'a pas été possible d'enregistrer cette consommation en nature, dans le second celle-ci apparaît en dépense et en consommation pour la même somme.

La solution aurait évidemment consisté à obtenir une description détaillée des services médicaux et des produits pharmaceutiques reçus gratuitement pendant la durée de l'enquête et d'en chiffrer la valeur.

Cette procédure avait été envisagée, elle a dû être abandonnée en raison de difficultés insurmontables. De ce fait, les chiffres figurant en consommation pour les soins médicaux et pharmaceutiques sont les mêmes que ceux notés en dépenses.

Disons, pour terminer, que le compte de consommation est établi de la même manière que le compte de dépenses, à l'exception du groupe "Alimentation" qui est subdivisé. Le tableau ci-dessous montre les différences relevées pour chaque pays entre les dépenses totales et les consommations totales.

Tableau 8 Dépenses totales et consommations totales des familles, par pays et par industrie, 1956/57

	Mines de Houille			Mines de Fer			Sidérurgie		
	Dépenses	Consommations	Consommations en % du total des dépenses	Dépenses	Consommations	Consommations en % du total des dépenses	Dépenses	Consommations	Consommations en % du total des dépenses
	en monnaie nationale								
Allemagne (RF) (sans la Sarre) DM	6.708,55	7.371,36	109,88	6.280,30	6.912,83	110,07	6.790,92	7.147,41	105,25
Sarre Frf.	7.951,02	8.955,83	112,64				7.108,50	7.878,58	110,83
Belgique Frb.	90.235,--	102.388,--	113,46				95.210,78	102.920,--	108,10
France Frf.	704.409,--	786.584,--	111,67	979.491,--	1.069.174,--	109,16	746.044,--	785.135,--	105,24
Italie Lires	717.973,--	871.508,--	121,30	797.949,--	844.953,--	105,89	1.016.928,--	1.066.957,--	104,92
Luxembourg Frb.				120.697,--	132.073,--	109,43	114.426,--	127.648,--	111,55
Pays-Bas Flh.	5.321,93	5.679,81	106,72				5.083,77	5.211,57	102,92

Comparaison par industrie (et par pays)

MINES DE HOUILLE

1) Consommation des familles de mineurs (ensemble des mineurs du fond et du jour)

Répartition de la consommation alimentaire

La répartition, en pourcentage, de la consommation alimentaire ressort du tableau 7 (annexe); elle fait apparaître pour les divers pays des écarts importants dus principalement à la diversité des habitudes alimentaires. Les écarts les plus sensibles se rapportent à la consommation des "produits à base de céréales", "viandes et poissons", "produits laitiers" et "boissons". En chiffres relatifs, la consommation de "produits à base de céréales" est la plus élevée en Italie (23,1 % de la consommation globale de produits alimentaires) et aux Pays-Bas (17,2 %). Elle atteint son niveau le plus bas en France, avec 11,8 %. La consommation de "viandes et poissons" est relativement la plus importante en Belgique (27,4 % de la consommation globale de produits alimentaires) et la moins élevée en Italie, avec 19,7 %. Sauf dans ce dernier pays, la consommation de "viandes et poissons" représente le poste le plus important du compte global d'alimentation. La consommation de "lait et produits laitiers" est la plus forte en Sarre et en Belgique (respectivement 25,3 % et 24,9 %), elle est la plus faible en Italie (14,2 %) et en Allemagne (17,4 %). D'importants écarts apparaissent également dans la consommation des "boissons". Ce poste intervient chez les mineurs français (où il est le plus élevé) pour 17,2 % dans la consommation totale de produits alimentaires; son pourcentage est le plus faible aux Pays-Bas (6,7 %). En ce qui concerne les autres pays, les pourcentages correspondants sont respectivement de 13,3 % pour Allemagne, 9,5 % pour la Sarre, 10,3 % pour la Belgique et 12,6 % pour Italie.

Il est évident que le compte global de consommation, exprimé en chiffres absolus, est plus élevé que le compte total de dépenses. Il en résulte que la répartition, en pourcentages, du compte de consommation peut présenter des écarts importants par rapport à celle du compte de dépenses. Ces écarts sont particulièrement marqués lorsqu'ils se rapportent aux articles et services comportant une importante consommation en nature. En ce qui concerne les articles et services ne comportant pas ou guère de consommation en nature, pour lesquels la valeur absolue de la consommation de produits achetés est par conséquent à peu de chose près la même que celle de la consommation totale, les proportions dans le compte de consommation seront plus faibles que dans le compte des dépenses. Les parts relatives de dépenses et de consommations pour l'alimentation, l'habitation et l'habillement sont les suivantes:

Tableau 9 Dépenses et consommation des groupes "Alimentation", "Habitation" et "Habillement" en % des dépenses et des consommations totales 1956/ 57

Mines de Houille

	Alimentation		Habitation		Habillement	
	Dépenses	Consommations	Dépenses	Consommations	Dépenses	Consommations
Allemagne (RF) (sans la Sarre)	42,8	39,8	17,9	22,6	12,0	12,0
Sarre	38,0	36,1	17,2	22,1	13,7	13,5
Belgique	43,1	39,1	15,5	22,1	12,0	11,0
France	51,9	47,6	11,1	18,5	12,8	11,7
Italie	59,1	49,0	9,9	23,5	10,3	9,5
Pays-Bas	40,3	39,3	20,2	22,7	13,3	13,0

Il résulte du tableau que le pourcentage revenant aux produits alimentaires dans le compte de consommation, est plus faible pour tous les groupes familiaux soumis à l'enquête (et même beaucoup plus faible pour certains d'entre eux) que celui résultant des dépenses. En Italie, le pourcentage d'alimentation dans la consommation totale est même inférieur de 10 points à celui attribué à ces produits dans le compte de dépenses. En consommation, la part des dépenses alimentaires présente moins d'écart entre les pays que n'en font apparaître les dépenses, les différences relevées entre les extrêmes (Italie - Sarre) sont de 21 points pour les dépenses et seulement de 13 pour la consommation. En outre, de très légères modifications se produisent dans la classification des différents pays. En ce qui concerne les dépenses, le mineur belge prend par exemple la troisième place pour l'importance attribuée à ses dépenses d'alimentation", tandis qu'il occupe le cinquième rang lorsqu'il s'agit de la consommation 1). Toutefois, les modifications les plus importantes se rapportent au groupe "Habitation". L'occupation de logements appartenant aux familles ou aux entreprises a une telle incidence sur le compte de consommation que, dans celui-ci, la part relative à l'Habitation est dans tous les pays, sauf en France, à un niveau à peu près égal, tandis que les dépenses font apparaître d'importants écarts. C'est ainsi que, dans le compte de dépenses, la part de l'Habitation est en Italie la plus faible avec plus de 9 % alors que au contraire en consommation elle est plus élevée que dans les autres pays avec 23,5 %. Les modifications sont moins marquées en ce qui concerne les autres groupes de dépenses et de consommations telles que "Habillement", "Instruction, Religion et Loisirs", "Communications", "Hypothèques et Intérêts". En général, la proportion de chacun de ces groupes est un peu plus faible en consommation qu'en

1) Ainsi qu'on l'a déjà signalé, une étude plus approfondie sera nécessaire pour voir dans quelle mesure des différences sont significatives.

dépenses. Les différences précédemment constatées entre les divers pays pour les dépenses subsistent généralement dans le compte de consommations et sont à peu près du même ordre de grandeur.

MINES DE FER

2) Consommation des familles des mineurs de fer

Répartition de la consommation alimentaire

De même que chez les mineurs de charbon, la consommation de "viandes et poissons" constitue, chez les ouvriers des mines de fer, le poste principal du compte d'alimentation. En valeur relative, la consommation de ces produits est la plus élevée en France et au Luxembourg (respectivement 29,5 % et 28,8 %). La consommation de "produits à base de céréales" est en Italie non seulement la plus élevée, mais elle est presque égale à celle de "viandes et poissons", elle est beaucoup plus faible dans les autres pays. De même on relève pour le "lait et produits laitiers" d'importantes différences entre les divers pays. Cette consommation atteint, chez les mineurs de fer luxembourgeois, plus de 21 % de la consommation alimentaire, tandis qu'elle est de 14 % pour les italiens. On constate également de grands écarts dans la consommation de légumes et de fruits; celle-ci est relativement élevée en Allemagne (23,5 % du total de la consommation de produits alimentaires) contre 12,8 % au Luxembourg et 11,8 % en Italie. Enfin, c'est en France que le poste "boissons" donne le pourcentage le plus élevé (15,3 % du total Alimentation); cette consommation est de 11,7 % en Italie et 10,4 % en Allemagne et au Luxembourg.

Par rapport aux dépenses, la structure de la consommation fait apparaître plus de similitude qu'il n'avait été constaté pour les mineurs de charbon. Abstraction faite de quelques exceptions principalement en ce qui concerne l'Alimentation et l'Habitation, les différences entre pays sont du même ordre de grandeur dans les deux tableaux. La part de la consommation alimentaire est, dans tous les pays, légèrement plus faible que celle de la dépense. Quant à l'Habitation, c'est au contraire en consommation que sa part est la plus élevée. Les modifications les plus importantes sont relevées pour les ouvriers italiens et luxembourgeois des mines de fer qui, selon le schéma de dépenses, consacrent respectivement 11,9 % et 14,5 % à "l'Habitation", tandis que, dans le schéma de consommation, ces chiffres sont respectivement de 14,8 % et 20,2 %.

Le tableau ci-après permet, pour chaque pays, de comparer dépenses et consommations pour les trois principaux groupes.

Tableau 10 Dépenses et consommations des groupes "Alimentation", "Habitation" et "Habillement" en % des dépenses et des consommations totales, 1956/'57

Mines de Fer

	Alimentation		Habitation		Habillement	
	Dépenses	Consom-mations	Dépenses	Consom-mations	Dépenses	Consom-mations
Allemagne (RF) (sans la Sarre)	41,9	41,3	18,4	20,7	11,3	11,4
France	39,7	37,6	18,4	21,5	13,3	12,6
Italie	60,4	58,2	11,9	14,8	10,5	10,8
Luxembourg	38,1	35,8	14,5	20,2	13,2	12,4

SIDERURGIE

3) Consommation des familles d'ouvriers sidérurgistes

Répartition de la consommation alimentaire

La structure de la consommation alimentaire fait apparaître des différences intéressantes entre les divers groupes de familles. Le contraste le plus marqué est relevé entre les ouvriers sidérurgistes français et néerlandais. Pour les premiers, les consommations les plus importantes sont respectivement les "viandes et poissons" et les "boissons", pour les seconds ce sont des "produits laitiers" et "légumes et fruits". La consommation proportionnellement la plus importante de "produits à base de céréales" est constatée en Italie (17,8 %) suivie de près par les Pays-Bas (16,9 %). Pour les autres pays cette consommation est comprise entre 11 et 13 %. Le poste "viandes et poissons" constitue dans tous les pays, à l'exception des Pays-Bas, la consommation alimentaire la plus importante. C'est au Luxembourg qu'elle est relativement la plus élevée (29,2 %), aux Pays-Bas qu'elle est la plus faible (18 %). La part des "légumes et fruits" est du même ordre de grandeur dans tous les pays (environ 14 %) sauf, ainsi qu'on l'a signalé, aux Pays-Bas où elle atteint 18,5 %.

Enfin, le poste "boissons" est relativement élevé en France; il représente près de 16 % de la consommation alimentaire. Ce pays est suivi de près par l'Allemagne avec 13 %, par contre aux Pays-Bas les ouvriers sidérurgistes ne consacrent que moins de 7 % à cette catégorie de dépense.

Ni les avantages en nature des employeurs, ni la consommation provenant du jardin familial et de la basse-cour ne jouent un rôle important pour les ouvriers sidérurgistes. En conséquence, la répartition des consommations présente peu de différence par rapport à celle des dépenses. Il faut cependant faire une exception pour "l'Habitation" en raison du nombre relativement important d'ouvriers propriétaires de leur logement et dans une moindre mesure logés à prix réduit par leurs entreprises.

En Sarre, Belgique, France et au Luxembourg, la part relative de "l'Habitation" est de ce fait plus élevée en consommation qu'en dépense, pour le sidérurgiste luxembourgeois cette différence dépasse même 6 points.

Les différences entre dépenses et consommations pour les trois principaux groupes apparaissent au tableau ci-après:

Tableau 11 Dépenses et consommations des groupes "Alimentation", "Habitation" et "Habillement" en % des dépenses et des consommations totales, 1956/'57

Sidérurgie

	Alimentation		Habitation		Habillement	
	Dépenses	Consommations	Dépenses	Consommations	Dépenses	Consommations
Allemagne (RF) (sans la Sarre)	41,3	40,1	19,4	20,7	11,2	11,9
Sarre	39,4	37,6	20,0	23,5	12,8	13,1
Belgique	40,6	39,7	18,4	21,9	11,0	10,4
France	47,4	46,2	15,8	18,5	11,3	11,2
Italie	52,2	51,4	16,9	18,6	8,4	8,2
Luxembourg	38,0	35,6	16,8	23,0	13,2	12,4
Pays-Bas	39,2	38,9	24,1	24,2	11,8	12,3

V - QUANTITE D'UN CERTAIN NOMBRE D'ARTICLES D'ALIMENTATION
IMPORTANTES CONSOMMES PAR LES FAMILLES

Dans les précédents paragraphes nous avons déjà souligné, à plusieurs reprises, que l'Alimentation, tant en valeur absolue qu'en valeur relative, constitue la principale partie des dépenses et des consommations. On a pu constater en même temps que, dans aucune autre catégorie de dépenses ou de consommations, les différences entre les groupes de familles soumis à l'enquête dans les divers pays, n'étaient aussi grandes. Or, il se trouve que les dépenses et les consommations de produits alimentaires doivent être comptées parmi les postes les plus intéressants. En effet, non seulement les produits alimentaires comptent parmi les besoins vitaux de l'homme, mais encore et surtout, la manière dont ces besoins sont satisfaits - ce qui s'exprime dans l'importance et la composition du panier - donne, d'ores et déjà, une indication sur le mode de vie. On ne devra cependant pas perdre de vue que le revenu, les prix, les qualités, le climat, les habitudes alimentaires et le mode de vie constituent des facteurs interdépendants qui influent considérablement sur la composition du panier de chacun des groupes de familles. Les tableaux 10, 11 et 12 de l'annexe indiquent pour chaque pays et pour les différentes industries, les quantités moyennes consommées annuellement par famille pour un certain nombre de produits particulièrement importants. Ces quantités comprennent les achats, les produits provenant du jardin familial ou de la basse-cour, les dons et les avantages en nature. Il est peut-être utile de rappeler que le présent exposé se limite à donner au lecteur une première impression des résultats obtenus, sans ajouter de nombreux commentaires; ces tableaux sont, par ailleurs, suffisamment éloquents. Il convient cependant de formuler encore un certain nombre d'observations.

Tout d'abord, les quantités ne sont pas indiquées pour tous les articles du groupe "Alimentation" de la nomenclature. On s'est basé pour en établir la liste sur l'importance des produits composant le panier ou sur leur caractère typiquement national (huile d'olive pour l'Italie). En second lieu, les quantités pour des produits tels que "viandes et poissons", "légumes et fruits" etc., qui figurent au tableau, n'ont, bien entendu, qu'une signification limitée. A l'intérieur de ces groupes, la variété est si grande tant en ce qui concerne le prix, la qualité et la valeur nutritive, que le regroupement en un seul poste appelle des réserves. Afin de permettre au lecteur de mesurer aisément les différences constatées entre pays, les résultats ont été exprimés en indices pour les produits les plus caractéristiques dans les tableaux N° 12, 13 et 14 ci après. Pour chaque article, la base 100 a été attribuée au pays dont la consommation était la plus faible.

MINES DE HOUILLE

Tableau 12

Indices des quantités consommées annuellement par famille, de quelques produits alimentaires importants (Pour chaque article la base 100 a été attribuée au pays dont la consommation était la plus faible)

Année 1956/57

Articles	Allemagne R. F. ¹⁾	Sarre	Belgique	France	Italie	Pays-Bas
Produits à base de céréales	100	113	122	121	204	110
Viandes	145	158	169	160	100	131
Poissons	172	113	100	127	384	126
Margarine	531	182	274	100	-	666
Lait entier frais	291	328	340	314	100	495
Beurre	541	2.164	2.500	2.668	100	214
Fromage	125	103	100	190	138	110
Oeufs avec coquille	151	178	118	100	105	175
Pommes de terre	489	508	486	516	100	416
Légumes frais	103	135	100	137	230	141
Légumes en conserve	212	100	101	122	-	381
Légumes secs	273	212	100	269	792	177
Fruits frais	132	138	100	123	176	118
Vin	444	950	5.350	13.000	17.144	100
Bière	1.361	1.863	2.656	3.925	100	264
Eaux de vie	489	344	700	811	100	144
Café	121	123	346	354	100	163
Thé	300	100	100	100	100	2.200

(1) sans la Sarre

MINES DE FER

Tableau 13

Indices des quantités consommées annuellement par famille, de quelques produits alimentaires importants

(Pour chaque article la base 100 a été attribuée au pays dont la consommation était la plus faible)

Année 1956/57

Articles	Allemagne R.F. 1)	France	Italie	Luxembourg
Produits à base de céréales	100	114	213	109
Viandes	134	159	100	175
Poissons	101	100	513	116
Margarine	600	100	-	202
Lait entier frais	118	168	100	142
Beurre	219	372	100	690
Fromage	101	198	100	132
Oeufs avec coquille	143	100	154	168
Pommes de terre	365	242	100	333
Légumes frais	111	100	144	110
Légumes en conserve	1.245	2.573	100	1.627
Légumes secs	142	117	900	100
Fruits frais	111	121	100	127
Vin	100	5.585	6.406	684
Bière	174	143	-	100
Eaux de vie	100	188	-	148
Café	100	365	168	403
Thé	100	-	100	-

(1) sans la Sarre

SIDERURGIE

Tableau 14

Indices des quantités consommées annuellement par famille, de
quelques produits alimentaires importants

(Pour chaque article la base 100 a été attribuée au pays dont la consommation était la plus faible)

Année 1956/57

Articles	Allemagne R.F. (1)	Sarre	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
Produits à base de céréales	100	115	118	123	171	108	104
Viandes	149	150	156	167	147	199	100
Poissons	173	117	100	124	277	138	176
Margarine	735	270	260	100	-	269	996
Lait entier frais	122	115	118	117	100	130	205
Beurre	623	1.818	2.650	1.582	559	2.032	100
Fromage	135	100	116	198	229	148	135
Oeufs avec coquille	186	211	168	100	139	211	124
Pommes de terre	378	391	363	300	100	395	291
Légumes frais	105	119	100	124	183	120	168
Légumes en conserve	935	490	465	1.165	100	845	1.310
Légumes secs	300	252	100	252	470	148	209
Fruits frais	126	128	107	100	189	159	132
Vin	636	1.755	100	30.755	30.855	3.691	118
Bière	1.145	900	1.228	1.423	516	576	100
Eaux de vie	536	218	100	209	127	282	200
Café	100	126	238	240	125	194	138
Thé	200	100	100	-	200	-	2.200

(1) sans la Sarre

Bien qu'il ressorte de ces trois tableaux qu'il existe d'importantes divergences entre les six pays, il n'est pas moins évident que, dans les grandes lignes, les quantités consommées en produits alimentaires de base sont plus ou moins du même ordre de grandeur. Ceci se vérifie particulièrement en ce qui concerne les produits à base de céréales, la viande, les pommes de terre, les légumes et les fruits frais.

Cependant on note certaines divergences en ce qui concerne l'Italie où le poisson par exemple se substitue en partie à la viande et les légumes et fruits aux pommes de terre.

Les habitudes de consommation apparaissent singulièrement pour des produits tels que : lait frais, margarine, beurre, huile, oeufs, vin, bière, thé et café.

La consommation de margarine par exemple est fort élevée en Allemagne et aux Pays-Bas, pays dans lesquels par contre on consomme peu de beurre par rapport aux autres pays; de même en Italie on relève une grosse consommation d'huile d'olive, relativement peu de beurre et à peu près pas de margarine.

Les différences les plus frappantes concernent les consommations de vin et de bière en France et de vin en Italie pour lesquelles on relève de très fortes quantités par rapport aux autres pays. Dans le panier néerlandais ces boissons jouent un rôle négligeable, par contre le lait et le thé sont consommés beaucoup plus largement dans ce pays que dans les autres.

Ces remarques, bien que très brèves, ainsi que les tableaux qu'elles accompagnent, ont permis de donner une idée générale des habitudes alimentaires observées par les familles ouvrières de la Communauté du Charbon et de l'Acier.

VI - C O N C L U S I O N

Le présent article a permis d'exposer dans leurs grandes lignes les premiers résultats de l'enquête sur les budgets familiaux, entreprise par la Haute Autorité auprès des familles ouvrières de la C.E.C.A.

Des tâches importantes restent cependant à accomplir.

Des résultats plus précis devront être publiés en ce qui concerne les données enregistrées suivant une nomenclature beaucoup plus détaillée. Sur le plan géographique et professionnel une analyse par bassins est nécessaire de même que la subdivision entre fond et jour pour les mineurs.

D'autre part, une étude approfondie est en projet, elle portera sur l'analyse statistique et économétrique des résultats (dispersion, ajustements, corrélations, élasticités, etc...).

En résumé, les premiers résultats, présentés dans cette étude, ont déjà fait apparaître un certain nombre de points essentiels.

C'est ainsi qu'en ce qui concerne les ressources, on a constaté que le revenu principal constitué par salaire brut du chef de famille, les avantages en nature provenant de l'employeur et les allocations familiales représentait, suivant les pays et les industries entre 82 et 93 % des ressources totales des familles objet de l'enquête.

L'analyse des dépenses a montré que les écarts les plus fondamentaux apparaissent pour les groupes "Alimentation", "Habitation", "Habillement", ces trois catégories totalisant la majeure partie des dépenses. On a constaté, pour les trois industries, que les dépenses alimentaires sont proportionnellement plus élevées en Italie et en France que dans les autres pays.

En outre, la part des versements ouvriers à la Sécurité Sociale dans le budget total a fait clairement ressortir les grandes divergences existant entre les pays dans ce domaine.

L'étude des consommations a montré que la différence entre le total des consommations et celui des dépenses est plus accentuée pour les ouvriers des mines de charbon que pour ceux des autres industries.

Par ailleurs, les écarts entre pays sont moins prononcés dans le compte des consommations que dans celui des dépenses, mais le rang occupé par chaque pays en ce qui concerne la valeur relative des principaux groupes se retrouve à peu près sans changement dans les deux comptes sauf pour l'habitation pour laquelle les consommations mettent en lumière le rôle important des avantages en nature lorsque l'ouvrier est logé gratuitement ou à prix réduit par l'entreprise ou qu'il est

propriétaire de son logement.

Enfin, l'examen des quantités consommées a mis en évidence que pour un certain nombre de produits alimentaires vitaux (produits à base de céréales, viandes et poissons, pommes de terre, légumes et fruits frais) et malgré des écarts assez importants, les quantités enregistrées sont plus ou moins du même ordre de grandeur dans les six pays. On a constaté par ailleurs que les habitudes alimentaires différaient considérablement entre pays pour le lait, le beurre, la margarine, le vin, la bière et le thè.

En conclusion, ce travail constituait la première expérience d'une enquête internationale de ce genre, dans les pays européens, à partir de méthodes communes; sans contestation possible, grâce à une préparation très longue et minutieuse au sein du groupe de travail réunissant les experts des Instituts Nationaux de Statistique, grâce à la collaboration constante et efficace de tous les responsables dans les six pays, on a pu surmonter la plupart des difficultés inhérentes à ce genre de recherche, il est permis d'affirmer que cette entreprise a été couronnée de succès.

A N N E X E
=====

Structure des Ressources

Année 1956/57

Spécification de la recette	Allemagne R.F. (1)		Sarre		Belgique		France		Pays-Bas		Italie	
	espèces	nature	espèces	nature	espèces	nature	espèces	nature	espèces	nature	espèces	nature
1. Salaire brut du chef de famille	84,07	0,06	70,32	-	74,36	-	69,12	-	79,72	-	62,70	-
2. Allocations familiales	-	2,79	10,11	-	8,36	-	16,99	-	7,70	-	15,99	-
3. Avantages en nature provenant de l'employeur dont :												
- logement	(-)	(0,20)	(-)	(0,20)	(-)	(0,20)	(-)	(3,53)	(-)	(-)	(-)	(8,85)
- charbon	(-)	(2,56)	(-)	(2,06)	(-)	(2,70)	(-)	(2,62)	(-)	(2,59)	(-)	(3,37)
4. Prestations sociales en espèces	2,39	-	2,75	-	2,94	-	2,30	-	3,10	-	1,00	-
5. Dons et aides spéc. ne provenant pas de l'employeur	1,27	1,76	0,81	2,69	0,30	1,59	0,27	0,45	0,59	1,21	0,12	0,14
6. Valeur de la production des jardins familiaux	0,08	0,35	0,07	1,30	-	0,73	0,01	0,97	-	0,83	-	0,19
7. Revenus immobiliers et sous-locations	0,31	0,38	0,69	1,79	0,03	2,78	0,10	0,04	0,09	0,29	-	0,23
8. Mouvements de capitaux dont :	4,04	0,02	4,35	0,03	2,83	-	1,93	-	2,10	-	3,47	-
- prélèvements sur l'épargne	(0,55)	(-)	(1,05)	(-)	(0,30)	(-)	(0,07)	(-)	(0,54)	(-)	(-)	(-)
- emprunts	(3,25)	(-)	(2,39)	(-)	(2,23)	(-)	(1,68)	(-)	(1,17)	(-)	(-)	(-)
9. Recettes diverses dont :	2,43	0,05	2,71	0,01	2,94	-	1,30	0,00	1,72	-	2,68	-
revenus des autres membres de la famille	(0,36)	(0,04)	(0,16)	(-)	(0,02)	-	(0,01)	(0,00)	(1,10)	(-)	(-)	(-)
T o t a l	100,00		100,00		100,00		100,00		100,00		100,00	

1) sans la Sarre

Tableau 2
Structure des Ressources

ANNEXE

Année 1956/57

Spécification de la recette	Allemagne (R.F.) (1)		France		Italie		Luxembourg	
	espèces	nature	espèces	nature	espèces	nature	espèces	nature
	1. Salaire brut du chef de famille	81,72	0,10	73,38	-	69,39	-	76,08
2. Allocations familiales	-	0,35	12,84	-	17,56	-	6,85	-
3. Avantages en nature provenant de l'employeur	-	0,35	-	2,32	-	0,46	-	0,91
dont :								
- logement	(-)	(0,24)	(-)	(2,15)	(-)	(-)	(-)	(0,91)
- charbon	(-)	(-)	(-)	(0,02)	(-)	(-)	(-)	(-)
4. Prestations sociales en espèces	1,94	-	3,41	-	1,97	-	5,16	-
5. Dons et aides spéciaux ne provenant pas de l'employeur	2,15	2,37	0,08	1,08	0,07	1,01	2,67	0,55
6. Valeur de la production des jardins familiaux	0,19	2,10	0,01	0,86	-	0,68	0,09	0,60
7. Revenus immobiliers et sous-locations	0,66	1,22	0,01	0,37	0,16	2,17	0,37	4,93
8. Mouvements de capitaux	4,60	0,00	4,18	-	3,64	-	1,23	-
dont :								
- prélèvement sur l'épargne	(1,19)	(-)	(0,38)	(-)	(-)	(-)	(0,65)	(-)
- emprunts	(3,15)	(-)	(3,11)	(-)	(3,64)	(-)	(0,47)	(-)
9. Recettes diverses	2,39	0,21	1,46	0,00	2,89	-	0,56	-
dont :								
- revenus des autres membres de la famille	(0,75)	(0,18)	(0,01)	(0,00)	(0,17)	(-)	(0,12)	(-)
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) Sans la Sarre

ANNEXE

Tableau 3
Structure des Ressources

Sidérurgie

Année 1956/57

Spécification de la recette	Allemagne R.F. (1)		Sarre		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature	espèces nature
1. Salaire brut du chef de famille	86,99	0,08	73,78	-	81,04	-	70,02	-	77,59	-	74,73	-	84,29	-
2. Allocations familiales	-	0,13	10,89	-	8,22	-	17,48	-	12,91	-	8,14	-	5,97	-
3. Avantages en nature prov. de l'employeur dont :	-	-	-	1,09	-	0,47	-	0,94	-	1,70	-	0,29	-	0,31
- logement	(-)	(0,08)	(-)	(0,17)	(-)	(0,03)	(-)	(0,89)	(-)	(0,12)	(-)	(0,23)	(-)	(-)
- charbon	(-)	(-)	(-)	(0,27)	(-)	(-)	(-)	(0,01)	(-)	(0,17)	(-)	(-)	(-)	(-)
4. Prestations sociales en espèces	2,45	-	1,51	-	1,24	-	3,86	-	1,58	-	2,25	-	3,48	-
5. Dons et aides spéciaux ne provenant pas de l'employeur	1,38	2,12	0,48	3,33	0,41	0,72	0,79	0,98	0,12	0,38	2,74	1,22	0,86	1,36
6. Valeur de la product. des jardins fam.	0,06	0,32	0,02	1,09	-	0,62	0,01	0,81	-	0,08	0,06	0,83	-	0,41
7. Revenus immob. et sous-locations	0,38	0,37	0,47	1,02	0,06	2,33	0,12	0,31	0,09	0,82	0,53	5,59	0,27	0,09
8. Mouvements de capitaux dont :	3,23	0,05	3,58	0,24	2,40	-	3,00	-	2,41	-	2,77	-	1,82	-
- prélèvements sur l'épargne	(0,74)	(-)	(0,35)	(-)	(0,64)	(-)	(1,08)	(-)	(0,01)	(-)	(2,33)	(-)	(1,12)	(-)
- emprunts	(2,11)	(-)	(1,89)	(-)	(1,38)	(-)	(1,75)	(-)	(1,73)	(-)	(0,17)	(-)	(0,49)	(-)
9. Recettes diverses dont :	2,41	0,03	2,50	0,00	2,48	-	1,68	-	2,32	-	0,84	-	1,14	-
- revenus des autres membres de la famille	(0,27)	(0,02)	(0,18)	(-)	(0,01)	(-)	(0,04)	(-)	(0,07)	(-)	(0,01)	(-)	(0,76)	(-)
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) sans la Sarre

ANNEXE
Année 1956/57

Tableau 4
Répartition des dépenses

Mines de houille

Spécification de la dépense	Allemagne (R.F.) (1)		Sarre		Belgique		France		Italie		Pays-Bas	
	DM	%	Fr.f.	%	Fr.b.	%	Fr.f.	%	Lires	%	Florins	%
1. Alimentation	2.868,93	42,77	302.218	38,01	38.931	43,14	385.238	51,85	424.275	59,09	2.143,99	40,29
2. Habitation	1.199,57	17,88	136.369	17,15	13.982	15,50	77.840	11,05	70.733	9,85	1.072,92	20,16
3. Habillement	803,65	11,98	108.790	13,68	10.830	12,00	89.959	12,77	73.902	10,29	709,71	13,33
4. Nettoyage, Blanchissage et Entretien de l'Habille ment et du Logement	184,96	2,76	27.248	3,43	2.429	2,69	22.118	3,14	23.061	3,21	185,97	3,49
5. Soins Médicaux et Corporels	158,41	2,36	16.141	2,03	3.158	3,50	14.876	2,11	14.164	1,97	115,40	2,16
6. Instruction, Religion et Loisirs	326,65	4,87	37.032	4,66	3.353	3,72	33.745	4,79	27.734	3,86	278,64	5,24
7. Communications	186,54	2,78	27.482	3,46	3.938	4,36	23.668	3,36	11.109	1,55	191,44	3,60
8. Dons et Bienfaisance	116,02	1,73	12.173	1,53	929	1,03	6.548	0,93	8.671	1,21	57,37	1,08
9. Personnel domestique	1,19	0,02	8	0,00	12	0,01	5	0,00	-	-	9,14	0,17
10. Assurances et Cotisations	77,66	1,16	5.242	0,66	902	1,00	3.006	0,42	5.118	0,71	56,33	1,06
11. Tabac	213,01	3,18	19.170	2,41	1.902	2,11	20.882	2,96	27.835	3,88	173,98	3,27
12. Hypothèques, Intérêts	427,56	6,37	68.488	8,61	7.946	8,81	30.904	4,39	23.307	3,25	195,37	3,67
13. Divers	74,48	1,10	25.856	3,25	866	0,96	7.937	1,13	5.350	0,75	59,11	1,11
14. Dépenses pour le Jardin, la Décoration florale et les Animaux	69,92	1,04	8.884	1,12	1.057	1,17	7.683	1,09	2.714	0,37	72,87	1,37
Total 1-14	6.708,55	100,00	795.102	100,00	90.235	100,00	704.409	100,00	717.973	100,00	5.321,93	100,00
Total 1-14	6.708,55	87,35	795.102	88,96	90.235	88,01	704.409	92,68	717.973	95,72	5.321,93	81,26
Cotisations de Sécurité Sociale et Assurances Vie	715,64	9,32	59.369	6,64	7.068	6,89	54.393	7,15	17.435	2,32	912,51	13,93
Impôts	257,70	3,33	39.311	4,40	5.221	5,10	1.250	0,17	14.148	1,89	314,73	4,81
TOTAL GENERAL	7.681,89	100,00	893.782	100,00	102.524	100,00	760.052	100,00	749.556	100,00	6.549,17	100,00

(1) sans la Sarre

Mines de fer

 Tableau 5
 Répartition des dépenses
 ANNEXE

Spécification de la dépense	Allemagne R. F. 1)		France		Italie		Luxembourg	
	DM.	%	Fr. f.	%	Lires	%	Fr. b.	%
	Année 1956/57							
1. Alimentation	2.633,87	41,94	389.123	39,73	482.066	60,41	45.967	38,09
2. Habitation	1.155,45	18,40	160.323	18,41	94.703	11,87	17.451	14,46
3. Habillement	707,91	11,27	130.065	13,28	83.695	10,49	15.982	13,24
4. Nettoyage, Blanchissage et Entretien de l'Habillement et du Logement	169,27	2,69	28.444	2,90	22.936	2,88	3.255	2,70
5. Soins Médicaux et Corporels	112,76	1,80	37.328	3,81	15.913	1,99	3.884	3,22
6. Instruction, Religion et Loisirs	233,46	3,72	53.077	5,42	25.237	3,16	4.787	3,97
7. Communications	195,31	3,11	62.810	6,41	8.123	1,02	4.265	3,53
8. Dons et Bienfaisance	121,19	1,93	8.673	0,89	6.861	0,86	1.238	1,03
9. Personnel domestique	2,41	0,04	443	0,05	-	-	12	0,01
10. Assurances et Cotisations	90,94	1,45	4.523	0,46	3.028	0,38	875	0,72
11. Tabac	188,32	3,00	25.513	2,60	26.513	3,32	2.355	1,95
12. Hypothèques, Intérêts	361,34	5,75	28.167	2,88	21.457	2,69	13.978	11,58
13. Divers	180,27	2,87	22.447	2,29	3.652	0,46	5.955	4,93
14. Dépenses pour le Jardin, la Décoration Florale et les Animaux	127,73	2,03	8.545	0,87	3.765	0,47	693	0,57
Total I - 14	6.280,30	100,00	979.491	100,00	797.949	100,00	120.697	100,00
Total I - 14	6.280,30	89,12	979.491	93,74	797.949	94,78	120.697	87,75
Cotisations de Sécurité Sociale et Assurances Vie	637,10	9,04	61.798	5,91	21.169	2,51	10.428	7,58
Impôts	129,36	1,84	3.616	0,35	22.760	2,71	6.414	4,67
TOTAL GENERAL	7.046,76	100,00	1.044.905	100,00	841.878	100,00	137.539	100,00

(1) sans la Sarre

ANNEXE
Année 1956/57

Tableau 6
Répartition des dépenses

Sidérurgie

Spécification de la dépense	Allemagne R.F. (1)		Sarre		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	DM.	%	Fr.f.	%	Fr.b.	%	Fr.f.	%	Lires	%	Fr.b.	%	%	
													Florins	%
1. Alimentation	2.804,04	41,29	279.758	39,35	38.678	40,62	353.414	47,37	530.741	52,19	43.461	37,98	1.983,70	39,17
2. Habitation	1.313,85	19,35	142.075	19,99	17.532	18,41	118.116	15,83	172.090	16,92	19.223	16,80	1.219,52	24,08
3. Habillement	757,06	11,15	90.633	12,75	10.440	10,97	84.375	11,31	85.455	8,40	15.047	13,15	598,01	11,81
4. Nettoyage, Blanchissage et Entretien de l'Habillement du Logement	189,04	2,78	23.500	3,31	2.361	2,48	22.353	3,00	30.494	3,00	3.562	3,11	147,62	2,92
5. Soins Médicaux et Corporcis	156,95	2,31	15.521	2,18	3.800	3,99	39.242	5,26	20.429	2,01	4.263	3,73	134,45	2,65
6. Instruction, Religion et Loisirs	311,38	4,59	33.206	4,67	3.826	4,02	30.046	4,03	44.207	4,35	4.589	4,01	279,42	5,52
7. Communications	231,21	3,40	21.871	3,08	5.537	5,82	23.025	3,09	25.958	2,55	4.021	3,51	163,35	3,23
8. Dons et Bienfaisance	114,91	1,69	10.867	1,53	1.122	1,18	5.940	0,80	12.558	1,24	1.161	1,02	92,92	1,83
9. Personnel domestique	2,62	0,04	-	-	10	0,01	1.091	0,15	-	-	-	-	8,53	0,17
10. Assurances et Cotisations	115,12	1,70	4.660	0,65	1.078	1,13	3.395	0,45	8.317	0,81	798	0,69	95,24	1,88
11. Tabac	237,78	3,50	20.719	2,91	2.117	2,22	16.866	2,26	41.575	4,09	2.130	1,86	172,02	3,40
12. Hypothèques, Intérêts	384,44	5,66	42.067	5,92	7.217	7,58	27.344	3,66	35.120	3,45	9.502	8,30	97,06	1,92
13. Divers	121,16	1,78	20.305	2,86	580	0,61	16.640	2,23	8.296	0,82	5.868	5,13	32,55	0,64
14. Dépenses pour le Jardin, la Décoration Florale et les Animaux	51,36	0,76	5.668	0,79	912	0,96	4.197	0,56	1.687	0,17	801	0,70	39,38	0,78
Total 1-14	6.790,92	100,00	710.850	100,00	95.210	100,00	746.044	100,00	1.016.928	100,00	114.426	100,00	5.063,77	100,00
Total 1-40	6.790,92	87,23	710.850	88,07	95.210	87,65	746.044	94,63	1.016.928	94,60	114.426	89,65	5.063,77	85,99
Cotisation de Sécurité Sociale et Assurances Vie	694,67	8,92	64.839	8,03	7.250	6,67	40.776	5,17	27.614	2,57	9.544	7,48	604,72	10,27
Impôts	299,47	3,85	31.453	3,90	6.167	5,68	1.579	0,20	30.419	2,83	3.671	2,87	220,12	3,74
TOTAL GENERAL	7.785,06	100,00	807.142	100,00	108.627	100,00	798.399	100,00	1.074.961	100,00	127.641	100,00	5.888,61	100,00

(1) sans la Sarre

Répartition des consommations

Année 1956/57

Nomenclature	Allemagne R.F. (sans la Sarre)		Sarre		Belgique		France		Italie		Pays-Bas	
	DM	%	fr. f.	%	fr. b.	%	fr. f.	%	Lires	%	fl.	%
Produits à base de céréales	392,98	13,5	41.089	12,8	5.193	13,5	43.669	11,8	98.738	23,1	381,81	17,2
Viandes et Poissons	728,16	25,0	79.316	24,8	10.544	27,4	94.100	25,4	84.215	19,7	517,46	23,2
Grasses et Huiles	208,58	7,1	15.257	4,8	1.397	3,6	9.937	2,7	31.933	7,4	153,10	6,9
Lait, Produits laitiers et oeufs	506,02	17,4	80.854	25,3	9.624	24,9	81.536	22,0	60.831	14,2	419,10	18,9
Légumes et Fruits	439,11	15,1	42.783	13,3	5.180	13,4	48.725	13,2	65.598	15,7	346,90	15,6
Denrées alimentaires diverses	231,88	8,0	19.409	6,1	2.125	5,5	19.415	5,2	21.057	4,9	192,30	8,6
Boissons	388,12	13,3	30.594	9,5	3.987	10,3	63.647	17,2	53.984	12,6	150,32	6,7
Consommations prises à l'extérieur	18,47	0,6	10.893	3,4	541	1,4	9.348	2,5	10.301	2,4	64,63	2,9
Total alimentation	2.913,32	100,0	320.195	100,0	38.591	100,0	370.377	100,0	426.657	100,0	2.235,62	100,0
1. Alimentation (1)	2.936,52	39,8	323.421	36,1	40.061	39,1	374.612	47,6	427.473	49,0	2.232,85	39,3
2. Habitation	1.667,82	22,6	198.152	22,1	22.609	22,1	145.049	18,5	204.473	23,5	1.289,76	22,7
3. Habilement	881,37	12,0	120.935	13,5	11.227	11,0	92.375	11,7	82.894	9,5	737,81	13,0
4. Nettoyage, Blanchissage et Entretien de l'Habilement et du Logement	185,28	2,5	27.318	3,1	2.430	2,4	22.184	2,8	23.076	2,7	186,08	3,3
5. Soins Médicaux et Corporels	160,02	2,2	16.264	1,8	3.246	3,2	14.988	1,9	14.265	1,6	116,92	2,1
6. Instruction, Religion et Loisirs	346,23	4,7	38.689	4,3	3.375	3,3	34.331	4,4	27.956	3,2	290,24	5,1
7. Communications	205,49	2,8	29.803	3,3	5.818	5,7	25.494	3,2	18.376	2,1	198,57	3,5
8. Dons et Bienfaisance	117,30	1,6	12.313	1,4	929	0,9	6.885	0,9	8.671	1,0	58,51	1,0
9. Personnel domestique	1,19	0,0	8	0,0	12	0,0	5	0,0	-	-	9,14	0,2
10. Assurances et Cotisations	77,68	1,1	5.242	0,6	902	0,9	3.006	0,4	5.118	0,6	56,32	1,0
11. Tabac	217,26	2,9	19.370	2,2	1.903	1,9	20.920	2,7	27.835	3,2	176,26	3,1
12. Hypothèques, Intérêts	427,56	5,8	68.488	7,6	7.946	7,7	30.904	3,9	23.307	2,7	195,37	3,4
13. Divers	74,97	1,0	26.141	2,9	867	0,8	7.939	1,0	5.350	0,6	59,10	1,0
14. Dépenses pour le Jardin, la Décoration florale et les Animaux	72,68	1,0	9.439	1,1	1.063	1,0	7.892	1,0	2.714	0,3	72,87	1,3
TOTAL GENERAL	7.371,36	100,0	895.583	100,0	102.388	100,0	786.584	100,0	871.508	100,0	5.679,81	100,0

(1) Y compris consommation nourriture pendant les vacances.

Tableau 8
Répartition des consommationsANNEXE
Année 1956/57

	Allemagne (R.F.) (1)		France		Italie		Luxembourg	
	DM	%	Fr.f.	%	Lires	%	Fr.b.	%
Produits à base de céréales	349,13	13,3	53.177	13,4	113.555	23,2	5.236	10,4
Viandes et poissons	672,12	23,5	116.153	29,5	118.533	24,2	13.321	28,8
Graisses et huiles	203,70	7,1	10.559	2,7	35.094	7,2	1.404	3,1
Lait. Produits laitiers et oeufs	422,65	14,8	69.785	17,7	68.707	14,0	9.945	21,5
Légumes et Fruits	671,55	23,5	51.729	13,1	57.748	11,8	5.931	12,8
Denrées alimentaires diverses	224,41	7,9	25.866	6,6	27.843	5,7	2.947	6,4
Boissons	296,25	10,4	60.582	15,3	57.252	11,7	4.804	10,4
Consommations prises à l'extérieur	15,22	0,5	6.713	1,7	11.157	2,2	2.588	5,6
Total alimentation	2.855,03	100,0	394.544	100,0	489.889	100,0	46.176	100,0
1. Alimentation (2)	2.856,62	41,3	402.024	37,6	491.948	58,2	47.384	35,8
2. Habitation	1.435,61	20,7	230.754	21,5	135.270	14,8	26.739	20,2
3. Habillement	789,07	11,4	132.114	12,6	90.777	10,8	16.406	12,4
4. Nettoyage, Blanchissage et Entretien de l'Habillement et du Logement	169,45	2,5	26.492	2,6	22.936	2,7	3.260	2,5
5. Soins médicaux et corporels	114,49	1,7	37.344	3,5	16.181	1,9	3.912	3,0
6. Instruction, Religion et Loisirs	253,54	3,7	54.214	5,1	24.279	2,9	4.849	3,7
7. Communications	207,46	3,0	84.770	7,9	8.282	1,0	4.431	3,4
8. Dons et Bienfaisance	122,97	1,8	9.553	0,9	6.861	0,8	1.239	0,9
9. Personnel domestique	2,43	0,0	443	0,0	-	-	12	0,0
10. Assurances et Cotisations	90,94	1,3	4.533	0,4	3.028	0,4	875	0,7
11. Tabac	191,07	2,6	25.593	2,4	26.513	3,1	2.361	1,8
12. Hypothèques, Intérêts	361,34	5,2	28.167	3,6	21.457	2,5	13.978	10,6
13. Divers	187,65	2,7	22.553	2,1	3.652	0,4	5.961	4,5
14. Dépenses pour le Jardin, la Décoration florale et les Animaux	130,19	1,8	8.620	0,8	3.769	0,5	686	0,5
TOTAL GENERAL	6.912,83	100,0	1.069.174	100,0	844.953	100,0	132.073	100,0

(1) Sans la Sarre

(2) Y compris consommation nourriture pendant les vacances

Nomenclature	Allemagne R.F. (1)		Sarre		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	DM.	%	frf.	%	frb.	%	frf.	%	Lires	%	frb.	%	Florins	%
Produits à base de céréales	368,31	12,9	38.708	13,2	5.011	12,8	47.601	13,3	94.959	17,8	4.904	11,1	339,89	16,9
Viandes et Poissons	717,55	25,2	72.872	24,7	10.586	27,1	101.779	28,4	131.690	24,7	12.974	29,2	361,33	18,0
Graisses et Huiles	198,69	7,0	14.440	4,9	1.068	2,7	8.986	2,5	33.501	6,3	1.343	3,0	139,67	6,9
Lait, Produits laitiers et oeufs	527,39	18,5	73.240	24,9	10.264	26,3	68.309	19,1	85.908	16,1	9.893	22,3	408,15	20,3
Légumes et Fruits	421,55	14,8	40.157	13,7	5.716	14,6	50.056	14,0	74.426	14,0	6.451	14,5	371,25	18,5
Denrées alimentaires diverses	222,27	7,8	19.027	6,5	2.372	6,1	19.104	5,3	31.692	5,9	2.846	6,5	213,44	10,6
Boissons	366,22	12,9	28.134	9,6	3.377	8,6	55.705	15,6	61.824	11,5	4.020	9,1	132,14	6,6
Consommations prises à l'ex- térieur	25,69	0,9	7.388	2,5	710	1,8	6.504	1,8	19.623	3,7	1.893	4,3	44,76	2,2
Total alimentation	2.847,67	100,0	293.966	100,0	39.114	100,0	358.024	100,0	533.623	100,0	44.324	100,0	2.010,63	100,0
1. Alimentation (2)	2.864,96	40,1	295.983	37,6	40.821	39,7	362.238	46,2	548.750	51,4	45.424	35,6	2.029,77	38,9
2. Habitation	1.476,92	20,7	185.383	23,5	22.504	21,9	144.829	18,5	199.096	18,6	29.311	23,0	1.260,40	24,2
3. Habillement	848,84	11,9	103.417	13,1	10.664	10,4	87.681	11,2	88.028	8,2	15.779	12,4	642,59	12,3
4. Nettoyage, Blanchissage et Entretien de l'Habillement et du Logement	189,60	2,7	23.504	3,0	2.367	2,3	22.374	2,8	30.513	2,9	3.566	2,8	147,66	2,8
5. Soins Médicaux et Corporels	158,40	2,2	15.563	2,0	3.800	3,7	39.301	5,0	20.559	1,9	4.302	3,4	135,84	2,6
6. Instruction, Religion et Loisirs	334,37	4,7	36.231	4,6	3.846	3,7	30.503	3,8	45.920	4,3	4.682	3,7	289,01	5,5
7. Communications	240,17	3,3	22.205	2,8	5.879	5,7	23.089	2,9	26.489	2,5	4.161	3,2	164,29	3,0
8. Dons et Bienfaisance	115,15	1,6	11.010	1,4	1.122	1,1	6.212	0,8	12.558	1,2	1.161	0,9	93,03	1,8
9. Personnel domestique	2,62	0,0	-	-	10	0,0	1.091	0,1	-	-	-	-	8,53	0,2
10. Assurances et Cotisations	115,12	1,6	4.660	0,6	1.078	1,0	3.396	0,4	8.317	0,8	798	0,6	95,24	1,8
11. Tabac	241,09	3,4	20.942	2,7	2.119	2,0	16.906	2,2	41.605	3,9	2.147	1,7	175,72	3,4
12. Hypothèques, Intérêts	384,44	5,4	42.067	5,3	7.217	7,0	27.344	3,5	35.120	3,3	9.502	7,4	97,06	1,9
13. Divers	121,43	1,7	20.686	2,6	580	0,6	16.641	2,1	8.306	0,8	6.003	4,7	32,55	0,6
14. Dépenses pour le Jardin, le Décoration florale et les Animaux	54,30	0,7	6.207	0,8	913	0,9	4.280	0,5	1.696	0,2	812	0,6	39,88	0,8
TOTAL GENERAL	7.147,41	100,0	787.858	100,0	102.920	100,0	785.135	100,0	1.066.957	100,0	127.648	100,0	5.211,57	100,0

(1) sans la Sarre

(2) Y compris consommation nourriture pendant les vacances.

Mines de houille

Tableau 10

ANNEXE

Quantités consommées annuellement par famille
de quelques produits alimentaires importants

Année 1956/57

Articles	Unité	Allemagne (R.F.) (1)	Sarre	Belgique	France	Italie	Pays-Bas
<u>Produits à base de céréales</u>	Kg.	340,8	384,2	414,3	412,0	694,3	373,8
dont :							
Céréales et dérivés	"	35,1	54,3	14,2	22,6	25,3	22,0
Pain et pâtisserie	"	297,0	319,1	394,6	377,3	515,7	345,7
Pâtes alimentaires	"	8,7	10,8	5,5	12,1	153,3	6,1
<u>Viandes et poissons</u>	"	150,0	154,8	162,5	158,4	133,7	131,9
<u>Viandes</u>	"	130,2	141,8	151,1	143,8	89,6	117,4
dont :							
Viande de veau	"	0,6	3,2	2,7	10,8	1,1	1,3
Viande de boeuf	"	16,3	28,5	35,4	39,4	33,8	19,4
Viande de porc	"	19,3	14,7	30,2	13,0	6,3	19,6
Viande de mouton et d'agneau	"	0,2	0,2	0,7	2,1	20,9	0,1
Viande de cheval	"	0,4	-	9,3	3,6	2,0	0,8
Viande frigorifié	"	0,2	-	-	-	0,0	-
Viande hachée	"	7,9	7,7	9,8	3,0	3,4	8,1
Poissons	"	19,8	13,0	11,5	14,6	44,2	14,5
<u>Graisses et huiles</u>	"	84,7	48,2	48,0	34,7	50,3	92,0
dont :							
Margarine	"	61,6	21,1	31,8	11,6	0,0	77,3
Huile d'olive	"	0,0	-	0,2	0,1	12,6	0,0
<u>Lait. Prod. laitiers et oeufs</u>							
Lait entier frais	l	347,0	390,9	404,8	373,4	119,1	589,7
Crème de lait	Kg	2,0	2,6	0,4	1,4	-	1,6
Beurre	"	11,9	47,6	55,0	58,7	2,2	4,7
Fromage	"	19,2	15,9	15,4	29,2	21,3	16,9
Oeufs avec coquille	pièce	678,0	796,0	527,6	448,3	472,0	785,0
<u>Légumes et fruits</u>							
<u>Pommes de terre</u>	Kg	562,7	583,7	558,9	593,1	115,0	478,6
<u>Légumes frais</u>	"	121,2	159,2	118,2	162,4	272,3	166,6
dont :							
Carottes	"	13,9	18,7	11,4	28,7	0,5	14,8
Tomates	"	10,4	12,7	10,1	14,6	104,2	10,8
Salade	"	9,0	33,2	14,0	30,4	20,0	22,4
<u>Légumes en conserve</u>	"	21,6	10,2	10,3	12,4	0,5	38,9
<u>Légumes secs</u>	"	7,1	5,5	2,6	7,0	20,6	4,6
<u>Fruits frais</u>	"	176,3	183,7	133,2	163,4	233,9	157,5
dont :							
Pommes	"	66,3	61,8	37,9	38,8	36,1	66,3
Poires	"	21,0	18,3	15,7	13,7	18,6	18,9
Pêches	"	2,4	2,9	0,9	5,2	12,6	0,3
Cerises	"	5,2	12,9	4,2	3,5	8,1	7,3
Raisins	"	5,2	12,5	2,2	10,0	50,2	1,0
Fraises	"	2,1	1,7	1,1	1,0	0,0	1,5
Oranges	"	17,2	21,2	41,1	53,7	33,4	39,7
Bananes	"	20,3	17,2	21,0	19,6	0,0	11,7
Melons	"	0,0	0,1	0,1	2,1	13,7	0,2
<u>Confitures</u>	"	10,9	2,2	6,3	3,8	4,4	8,3
<u>Diverses conserves de fruits</u>	"	4,3	0,7	2,0	0,6	0,0	17,1
<u>Sucre et produits à base de s.</u>	"						
Sucre	"	52,3	60,6	58,3	59,4	42,0	70,0
Cacao	"	1,0	1,2	0,4	1,2	0,1	0,7
Chocolat	"	6,9	6,2	6,6	6,0	2,4	4,4
<u>Boissons alcoolisées et alcool</u>							
Vin	l	8,0	17,1	96,3	234,0	308,6	1,8
Bière	"	80,3	109,9	156,7	231,6	5,9	15,6
Eaux de vie	"	4,4	3,1	6,3	7,3	0,9	1,3
<u>Café et Thé</u>							
Café	Kg	5,8	5,9	16,6	17,0	4,8	7,8
Thé	"	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	2,2

(1) Sans la Sarre

Mines de Fer

Tableau 11

Quantités consommées annuellement par famille
de quelques produits alimentaires importants

ANNEXE

Année 1956/57

Articles	Unité	Allemagne (R.F.) (1)	France	Italie	Luxembourg
<u>Produits à base de céréales</u>	Kg	350,1	400,4	746,3	382,8
dont :					
Céréales et dérivés	"	59,7	23,8	50,6	32,8
Pain et pâtisserie	"	281,1	350,9	527,4	328,7
Pâtes alimentaires	"	9,3	25,7	168,3	21,3
<u>Viandes et poissons</u>	"	148,6	173,1	171,1	191,2
<u>Viandes</u>	"	134,7	159,3	100,3	175,2
dont :					
Viande de veau	"	0,9	22,0	5,0	19,1
Viande de boeuf	"	18,8	31,0	55,0	29,6
Viande de porc	"	20,0	16,8	2,8	27,8
Viande de mouton et d'agneau	"	0,6	0,7	2,1	0,1
Viande de cheval	"	0,1	4,2	0,0	0,2
Viande frigorifiée	"	-	0,2	-	0,0
Viande hachée	"	7,5	2,4	3,3	11,3
<u>Poissons</u>	"	13,9	13,8	70,8	16,0
<u>Graisses et huiles</u>	"	81,6	37,3	53,2	47,0
dont :					
Margarine	"	58,8	9,8	0,1	19,8
Huile d'olive	"	0,0	0,5	48,8	0,3
<u>Lait. Produits laitiers et oeufs</u>					
Lait entier frais	l	361,2	514,5	305,8	435,3
Crème de lait	Kg	2,1	4,4	0,0	6,9
Beurre	"	14,9	25,3	6,8	46,9
Fromage	"	16,9	33,3	16,8	22,1
Oeufs avec coquille	pièce	582,0	408,4	627,0	688,0
<u>Légumes et fruits</u>					
<u>Pommes de terre</u>	Kg	577,0	381,7	158,0	526,6
<u>Légumes frais</u>	"	125,4	113,3	163,3	124,6
dont :					
Carottes	"	14,4	16,5	0,6	24,7
Tomates	"	7,6	13,7	46,4	13,6
Salade	"	10,1	23,5	7,6	20,1
<u>Légumes en conserve</u>	"	13,7	28,3	1,1	17,9
<u>Légumes secs</u>	"	5,1	4,2	32,4	3,6
<u>Fruits frais</u>	"	162,8	177,3	146,5	186,2
dont :					
Pommes	"	71,3	32,4	53,1	75,0
Poires	"	14,8	11,8	9,7	9,2
Pêches	"	0,7	6,3	10,4	1,2
Cerises	"	6,0	5,2	3,3	4,4
Raisins	"	3,3	14,6	21,3	3,5
Fraises	"	4,4	1,1	-	0,7
Oranges	"	9,1	43,9	18,7	39,9
Bananes	"	12,9	34,9	0,4	17,0
Melons	"	-	2,4	2,0	0,4
<u>Confitures</u>	"	4,7	3,5	8,4	4,2
<u>Diverses conserves de fruits</u>	"	1,2	4,4	0,0	3,4
<u>Sucre et produits à base de sucre</u>					
Sucre	"	73,2	64,7	56,1	62,2
Cacao	"	1,6	1,3	0,2	1,4
Chocolat	"	5,4	6,0	3,2	6,4
<u>Boissons alcoolisées et alcool</u>					
Vin	l	6,2	346,3	397,2	42,4
Bière	"	92,9	76,4	0,0	53,3
Eaux de vie	"	2,5	4,7	0,0	3,7
<u>Café et Thé</u>					
Café	Kg	3,4	12,4	5,7	13,7
Thé	"	0,1	0,0	0,1	0,0

(1) sans la Sarre

Sidérurgie

Tableau 12

ANNEXE

Quantités consommées annuellement par famille de quelques produits alimentaires importants

Année 1956/57								
Articles	Unité	Alle- magne R.F. (1)	Sarre	Bel- gique	France	Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas
<u>Produits à base de céréales</u>	Kg	317,6	365,7	374,1	391,8	541,8	343,1	329,4
dont :								
Céréales et dérivés	"	39,7	57,0	15,5	20,5	60,2	32,5	17,0
Pain et pâtisserie	"	269,4	297,1	352,6	349,4	362,4	290,7	307,6
Pâtes alimentaires	"	8,5	11,6	6,0	21,9	119,3	19,9	4,8
<u>Viandes et poissons</u>	"	147,8	142,3	145,3	157,3	157,8	186,8	105,9
<u>Viandes</u>	"	128,3	129,0	134,0	143,3	126,5	171,2	86,0
dont :								
Viande de veau	"	0,6	2,4	3,8	19,3	14,4	18,1	1,1
Viande de boeuf	"	15,7	26,7	33,5	36,5	49,5	32,2	22,8
Viande de porc	"	19,5	12,0	22,8	15,6	4,3	25,1	9,1
Viande de mouton et d'agneau	"	0,3	0,0	1,3	2,0	2,7	0,2	0,4
Viande de cheval	"	0,5	-	9,2	2,3	1,9	0,1	2,6
Viande frigorifiée	"	0,3	-	-	0,0	0,0	-	-
Viande hachée	"	7,0	6,0	8,5	2,1	3,4	8,9	12,4
<u>Poissons</u>	"	19,6	13,2	11,3	14,0	31,3	15,6	19,9
<u>Graisses et huiles</u>	"	79,1	45,9	35,9	32,3	47,8	45,4	89,9
dont :								
Margarine	"	56,6	20,8	20,0	7,7	0,7	20,7	76,7
Huile d'olive	"	0,0	0,1	-	0,1	36,8	0,1	-
<u>Lait, Prod. laitiers et oeufs</u>								
Lait entier frais	l	402,0	378,5	387,6	382,7	328,3	427,3	672,0
Crème de lait	Kg	1,9	2,6	0,6	5,8	0,0	8,4	1,8
Beurre	"	13,7	40,0	58,3	34,8	12,3	44,7	2,2
Fromage	"	20,2	15,0	17,4	29,7	34,3	22,2	20,3
Oeufs avec coquille	pièce	634,0	718,0	570,0	340,0	473,7	716,0	433,0
<u>Légumes et fruits</u>								
<u>Pommes de terre</u>	Kg	545,0	564,0	523,0	431,7	144,1	569,0	420,0
<u>Légumes frais</u>	"	124,9	140,9	118,8	147,0	217,2	142,2	199,2
dont :								
Carottes	"	14,9	13,6	10,6	23,0	3,9	24,9	16,6
Tomates	"	10,4	9,9	13,5	16,2	55,8	12,9	7,1
Salade	"	9,9	24,1	12,1	31,2	16,6	21,8	41,6
<u>Légumes en conserve</u>	"	18,7	9,8	9,3	23,3	2,0	16,9	26,2
<u>Légumes secs</u>	"	6,9	5,8	2,3	5,8	10,8	3,4	4,8
<u>Fruits frais</u>	"	173,4	175,8	146,8	137,2	259,5	218,1	181,3
dont :								
Pommes	"	79,2	58,2	38,1	26,1	71,6	92,4	81,5
Poires	"	18,1	19,0	16,2	7,3	24,1	12,6	30,1
Pêches	"	1,6	2,1	2,4	4,1	28,2	1,8	0,1
Cerises	"	4,2	11,0	4,3	3,5	5,5	5,1	2,8
Raisins	"	5,7	11,6	5,4	12,0	40,6	0,0	1,9
Fraises	"	2,4	1,5	3,4	0,8	1,0	1,1	1,8
Oranges	"	15,3	22,6	39,3	40,3	37,0	40,4	38,0
Bananes	"	20,6	17,7	20,8	23,4	6,3	17,8	13,6
Melons	"	0,0	0,1	0,4	2,6	4,5	0,5	1,3
<u>Confitures</u>	"	8,6	2,4	5,9	2,6	5,5	1,9	7,6
<u>Diverses conserves de fruits</u>	"	3,0	1,0	2,4	1,5	0,2	3,9	6,6
<u>Sucre et produits à base sucre</u>								
Sucre	"	48,9	64,5	56,7	53,6	57,2	58,7	81,7
Cacao	"	1,1	1,0	0,3	1,0	0,6	1,3	0,6
Chocolat	"	6,6	5,4	8,7	4,5	2,4	6,7	5,4
<u>Boissons alcoolisées et alcool</u>								
Vin	l	7,0	19,3	1,1	338,3	339,4	40,6	1,3
Bière	l	98,5	77,4	105,6	122,4	44,4	49,5	8,6
Eaux de vie	l	5,9	2,4	1,1	2,3	1,4	3,1	2,2
<u>Café et Thé</u>								
Café	Kg	5,3	6,7	12,6	12,7	6,6	10,3	7,3
Thé	"	0,2	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	2,2

(1) sans la Sarre